



Lettre 47 – Décembre 2022

Ce temps de Noël, nous rappelle que **nous avons été accueillis**, par nos parents puis par la société, et l'administration (pour notre déclaration de naissance à la mairie). En fin de vie, chacun a besoin d'être accueilli, par ceux qui peuvent le soigner ou par ceux qui peuvent l'aider à mourir. Ne pas accueillir, c'est donc tuer. **Celui qui n'est pas accueilli perd son humanité.**

Qui vaut-il mieux accueillir ? un réfugié ? ou un contrôleur des impôts ?

Quant à nos cercles de silence, si **nous y adjoignons** quelques objets ou panneaux donnant **des nouvelles positives** : par exemple telle famille qui reçoit un réfugié, telle personne qui vient de recevoir ses papiers pour vivre en France, ou de la musique, etc. Sinon on donne l'impression que l'on défend une cause perdue, que l'on reste négatif. Noël annonce les jours qui augmentent, et donc l'été, la Joie. Même si la loi des prochains mois n'est pas forcément réjouissante, il faudrait annoncer l'espérance. Cette **espérance qui est le fondement des mises en route de tous les réfugiés.**

De nombreuses manifestations ont eu lieu dans toute la France et ont compté de très nombreux participants. Cela a pris des formes diverses. Elles ne sont pas recensées dans cette lettre, mais se trouvent facilement sur internet.

Michel Girard

CERCLES DE SILENCE	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	4
Cornebarrieu.....	4
France.....	5
Journée internationale des migrants	5
Projet de loi relatif à l'asile et à l'immigration	7
en Ile-de-France, les primo-arrivants en manque d'informations	8
Les villes accueillantes	9
Les femmes immigrées	10
Noël sur les plages du Nord	10
Amiens	11
Avignon.....	11
Bayonne	12
Bretagne	12
Calais.....	12
Cherbourg.....	13
Colmar.....	13
Dunkerque.....	13
Grande Synthe.....	13
Gravelines	14

Grenoble.....	14
Locmiquélic.....	14
Loon-Plage.....	14
Lyon.....	15
Mazamet.....	16
Le Neubourg.....	16
nord.....	17
Paris.....	17
Rennes.....	19
Sables-d’Olonne.....	19
Saint-Sulpice-la-Forêt.....	19
Tessy-Bocage (Manche).....	20
MANCHE.....	20
MÉDITERRANÉE.....	21
Frontex et les garde-côtes libyens.....	21
SEA EYE 4.....	22
Life Support.....	22
Ocean Viking.....	22
UNION EUROPÉENNE.....	22
Au bout de la route des Balkans : Allemagne et Suisse.....	22
Mécanisme de solidarité en Europe.....	23
Frontex.....	23
Allemagne.....	24
Autriche.....	24
Chypre.....	25
Espagne.....	25
Italie.....	27
Grèce.....	27
lettonie.....	28
Lituanie.....	29
Pologne.....	29
EUROPE.....	30
Royaume-Uni.....	30
Suisse.....	31
Monde – Nations Unies.....	32
ASIE.....	33
Arabie Saoudite.....	33
AFRIQUE.....	34
Algérie.....	34

Côte d'Ivoire	34
Tchad	35
Tunisie	35
AMERIQUE.....	36
Cuba.....	36
Mexique-USA	36
USA.....	37
A VOIR – A LIRE - <i>Témoignage</i>	38

CERCLES DE SILENCE

Cercles de silence

Action non violente, qui se déploie pour refuser les violences.

Les violences venant de l'extérieure

- qui abiment la face de l'Homme : les Hommes défigurés par les tortures, les passages à tabac, par des viols, par la faim et la soif (Ukraine, Afrique de l'est, Haïti, Venezuela, Yémen, Corne le d'Afrique, Afghanistan)
- qui attentent à sa dignité par des insultes, des interdits de leur langues, des marques de racisme,
- qui s'en prennent à un pays par la guerre : (Ukraine, Palestine, ...)
- à une culture, (Iran, Birmanie, Erythrée, ...)
- à une famille (séparation des mères ou des pères de leurs enfants dans les CRA, emprisonnement, ...)

Les violences intérieures,

- à un pays, à une nation : par des déportations, des transferts internes, des gestion économiques conduisant à la famine (Tunisie, Royaume-Uni, Turquie, Liban, ...)
- à une culture à une religion (Syrie, Afghanistan, ouigours, chrétiens d'orient ou de Chine, musulmans, les marginalisés, Lgbt+ ,les malades)
- à une famille (emprisonnement, ...)
- à une personne (viols, obligation de prendre telle ou telle mesure contraire à sa conscience, personnes seules ou blessées par la vie tels que les réfugiés, orphelins, veuves soutien de famille)

Silence des personnes qui sont rassemblés autour d'une lanterne, et qui songent aux personnes qui ne savent plus parler

- car elles ne sont seules en un lieu isolé (comme la lanterne), ...
- parce qu'elles ne sont pas entendues – même si elles crient leur désir de vivre, ou parce que leur voix ne porte plus au milieu de la foule qui ne veut pas les entendre
- qui ne peuvent plus parler car leur douleur est trop forte, ou que, affamées ou assoiffées, elles n'en ont plus la force

Alors comment dialoguer pour aller vers la paix si l'un des interlocuteur n'a plus de voix ?

Comment vivre dans la fraternité et la paix ? Or c'est le message de Noël. Noël est la célébration de la vie, de l'enfant, du renouveau, de l'Espérance, dont le signe est la pauvreté, la faiblesse, la demande de soin et de nourriture. Qui écoute l'enfant ? qui écoute l' Homme qui appelle, pour mieux vivre ?

Dans notre monde d'aujourd'hui, il y a certes pénurie de médicament, de nourriture, d'eau mais surtout pénurie de Paix et d'amour.

Michel Girard

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

Depuis le 01/11/2022, 148 personnes ont été arrêtées et enfermées. Au 23/12, il y a 63 personnes enfermées. De nombreux isolements sécuritaires ont eu lieu pour des personnes qui étaient en souffrance psychique et risquaient de porter atteinte à leur vie (deux tentatives de suicide). Des enfermements sans aucune prise en compte de la situation familiale par les préfetures

- une mère ayant sa fille malade seule dehors avec sa tante
- un père ayant sa femme dehors malade (VIH) et s'occupant seule de leur fille
- une mère de deux enfants, seuls dehors avec le beau-frère
- un monsieur dont la femme accouche aujourd'hui
- un monsieur dont la femme est gravement malade dehors (sclérose en plaques) avec leurs deux enfants

Heureusement, quatre de ces personnes ont été libérées par les juges. Les avocats continuent de se mobiliser ; on tente des référés, des demandes de remise en liberté, et parfois cela marche. Les bénévoles aussi continuent de faire des visites pour recueillir les témoignages.

Lettre du docteur Thomas Millot dénonçant la violence qui règne dans le CRA 1 de Lyon

Ce jour (16 12 2022), après 5 années d'exercice de la médecine en centre de rétention administrative, je quitte mon poste en raison de l'impossibilité d'y exercer mon métier.

En arrivant en octobre 2017 au CRA 1, je n'ignorais pas que cet exercice ne prend que le sens que nous soignants souhaitons lui donner, les législateurs, qui écrivent patiemment à intervalle très régulier des lois migratoires, n'y incluant jamais de volet sanitaire. Dans le même esprit, les unités médicales des centres de rétention échappent à tout contrôle des agences régionales de santé ainsi que du ministère de la santé, comme il en est de la gestion des titres de séjour pour raisons médicales dont la responsabilité a été confiée à l'Ofii, organisme public placé sous la tutelle du ministère de l'intérieur. Ainsi, l'interlocuteur privilégié de toute question médicale se trouve être la préfecture : c'est auprès de la préfecture que l'on plaide pour l'amélioration de la qualité ou de l'offre de soins.

Cette situation volontairement ubuesque qui consiste à confier la gestion de l'offre de soins à des policiers rend bien évidemment compte de l'absence de volonté des gouvernements successifs de s'intéresser aux questions sanitaires des étrangers en cours d'expulsion. **Aussi dénuée de toute humanité qu'elle soit, cette stratégie reste parfaitement cohérente au regard du traitement fait aux réfugiés arrivant en Europe depuis plusieurs années. C'est donc en étant parfaitement conscient de l'hypocrisie qui consiste à mettre au milieu des centres de rétention des services médicaux sans moyens que je suis venu y travailler.** Après tout, ce n'est ni plus ni moins dégradé que de la médecine humanitaire... En janvier 2022, après plus de quatre années de pratique de cette médecine de précarité, un tout nouveau centre de rétention a ouvert à Lyon, l'unité médicale y a donc emménagé : bâtiments neufs, accès ultra sécurisés, des caméras partout, des filets, des barbelés, etc... un véritable centre de détention. **La préfecture y enferme des sortants de prison ou des sans-papiers arrêtés dans la rue pour trouble à l'ordre public, une population de retenus ultra précarisée, souvent d'anciens mineurs non accompagnés qui ont perdu toute attache familiale à la pré-adolescence, ont débuté la toxicomanie à peu près au même âge et ne connaissent des rapports humains que ceux que la rue génère.** Dans cet environnement, les zones d'hébergement sont régies

par le principe de la libre circulation par obligation légale et il n'y a aucun surveillant, car la police aux frontières n'a pas vocation à surveiller, elle a vocation à éloigner les personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français. **C'est ainsi que pour survivre dans les zones d'hébergement, pour conserver ses affaires ou son intégrité physique, pour ne pas se faire racketter ou tout simplement pour essayer d'attendre sereinement son expulsion du territoire, la seule loi qui prévaut est celle de la violence.** Violence qui s'exerce de jour comme de nuit puisque les portes des chambres sont toujours ouvertes. Aucun membre de l'institution, aucun fonctionnaire n'est affecté à la mise en œuvre de relations normalisées, personne n'aplanit les tensions, personne ne se soucie... pas forcément de manière consciente d'ailleurs, les bonnes volontés existant aussi largement dans la police, tout comme le sous-effectif criant qui oblige à travailler en permanence de manière dégradée Dans les prisons, établissements dans lesquels je pratique également mon métier depuis 10 ans, chaque étage de détention a son surveillant. Celui-ci connaît les détenus de son étage, ouvre les portes, règle les conflits, répond aux demandes, ou discute tout simplement... avec plus ou moins de réussite évidemment, rien n'est parfait nulle part. Mais l'administration pénitentiaire a compris depuis longtemps que pour avoir une détention pacifiée, la matraque et la caméra ne suffisent pas. En l'absence de volonté politique de pacification dans les centres de rétention, la violence est partout et s'exerce sur tous : violences entre retenus, à l'égard des fonctionnaires de police, à l'égard des juristes de Forum réfugiés, à l'égard des médiateurs de l'Ofii, à l'égard du personnel soignant. **C'est une grande vague d'agressivité qui s'installe et qui s'imisce dans tous les recoins du centre : la violence institutionnelle générée dans des bureaux, loin, très loin des réalités rétentionnaires, ruisselle proprement et méthodiquement sur tous les travailleurs de terrain que nous sommes.** Ainsi, moi qui suis médecin de l'hôpital public, travaillant dans des missions d'intérêt général depuis presque toujours, aux urgences, en prison, en rétention, **moi qui suis venu en conscience travailler dans un milieu difficile avec la ferme intention de participer à une mission de service public, je me vois depuis plusieurs mois être parasité, infesté par cette agressivité.** Je deviens agressif avec mes propres patients, je ne parviens plus à prendre le recul nécessaire à ma pratique professionnelle. **J'ai le sentiment d'avoir été moi-même broyé par la politique rétentionnaire déshumanisée de mon propre pays,** une sorte de dommage collatéral en quelque sorte. **Le CRA de Lyon est une fabrique de violence particulièrement efficace et inhumaine.** Et ceux qui y travaillent, policiers et partenaires, comme ceux qui y sont enfermés, subissent de jour comme de nuit cette violence institutionnelle.

Docteur Thomas MILLOT

Merci au cercle de Toulouse

FRANCE

JOURNEE INTERNATIONALE DES MIGRANTS

Plusieurs collectifs de sans-papiers d'Île-de-France, des associations de soutien et des syndicats ont participé, dimanche **18 décembre 2022**, à la marche des solidarités pour la Journée internationale des migrants. Le cortège parisien, de quelque milliers de personnes, qui s'est étiré entre la porte de la Chapelle et la place de la République, avait comme mot d'ordre **l'opposition au nouveau projet de loi sur l'immigration** annoncé pour janvier 2023 par le gouvernement et l'appel à **la solidarité avec les personnes migrantes**. *"D'où que l'on vienne, où que l'on soit né, notre pays s'appelle solidarité". "Nous manifestons tous les ans pour faire vivre cette journée, mais elle a lieu cette année dans un contexte particulier". "Nous voulons nous battre contre la loi prévue en janvier. Elle va encore davantage maintenir les personnes en situation irrégulière dans la peur et*

risque de nous criminaliser." "On dit à Darmanin qu'on n'est pas des délinquants. On est des travailleurs" Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a évoqué la possibilité de distribuer des titres de séjour pour les emplois dits "en tension", tout en accélérant l'expulsion des personnes placées sous obligation de quitter le territoire français (OQTF). Les personnes voyant leur première demande d'asile rejetée seraient en outre immédiatement placées sous OQTF. "Gérald Darmanin a dit qu'il voulait rendre la vie des personnes sous OQTF impossible. Cela fait quatre ans que je suis en France, j'aimerais faire une formation, changer de travail... Et ils peuvent venir me chercher chez moi comme un criminel car je suis en situation irrégulière. C'est horrible. J'ai mis cinq ans à venir en France, ça fait quatre ans que j'y habite. Si on m'expulse, c'est toute ma vie qu'on fout en l'air." Les travailleurs sans-papiers des plateformes de livraison sont venus faire entendre leur exaspération. Médiatisés au moment de la pandémie de Covid-19, alors qu'ils étaient en première ligne, ils sont depuis la fin des confinements retombés dans l'oubli sans que leur situation ait changé pour autant. "On travaille alors qu'il fait -5 degrés, on cotise, on paie des impôts et nous n'avons droit à rien, on nous criminalise. On est là pour crier notre ras-le-bol, on veut être régularisés et pouvoir travailler légalement comme tout le monde. UberEats est conscient de la situation et il ne fait rien. Nous en avons assez !" Il y aurait actuellement **en France** entre **400 000 et 1 000 000 de travailleurs sans-papiers**. Employés dans les secteurs du BTP, de la restauration, du nettoyage ou encore de l'aide à la personne, ils connaissent pour beaucoup des conditions de travail difficiles, où les abus ne sont pas rares, le code du travail n'est souvent pas appliqué. "Les travailleurs migrants vivent en majorité une situation de surexploitation". "Cette marche est l'occasion de marquer notre solidarité avec eux."

A l'occasion de la journée internationale des migrants du 18 décembre 2022, nos associations (Amnesty international France, Anafé, La Cimade, Médecins du Monde, Médecins sans frontières, Secours catholique - Caritas France) dénoncent les graves **atteintes que subissent quotidiennement les personnes migrantes aux frontières françaises avec l'Italie et l'Espagne**, par la diffusion d'une courte vidéo d'information. Elle montre les pratiques quotidiennes des autorités françaises aux frontières et les conséquences sur les personnes migrantes. Contrôles discriminatoires, interpellations brutales, renvois expéditifs, impossibilité de demander l'asile, enfermement illégal, non-assistance aux personnes vulnérables... Chaque jour, des dizaines de personnes sont refoulées vers l'Italie et vers l'Espagne par les autorités françaises, sans respect de leurs droits... Ces **pratiques illégales ont été condamnées** à maintes reprises par des autorités **administratives, des parlementaires..., des décisions de justice européenne et française**. Pourtant, elles perdurent. Par exemple, début décembre 2022, à la suite d'une mission inter-associative d'observations à la frontière franco-italienne, une chargée de projet de la CAFI*, dresse des constats accablants : « nous étions présents durant l'interpellation de plus de 30 personnes en quelques heures à Menton : hommes, femmes, enfants, en famille ou seuls, de diverses nationalités, qui ont passé la nuit enfermés dans des locaux de police non-prévus à cet effet, et sans accès à aucun droit. Elles ont toutes été ensuite renvoyées le lendemain en Italie, à pied, y compris une femme portant son bébé dans un bras et tirant sa grosse valise de l'autre. Aucune de ces personnes ne semblait comprendre pourquoi elles étaient traitées de la sorte ». « Depuis plus de 5 ans, nos associations dénoncent l'instrumentalisation par les autorités françaises de mesures dites d'urgence. Censées être exceptionnelles, elles s'inscrivent désormais dans la durée et reposent sur des amalgames entre migration et terrorisme. Or, le constat demeure identique : celui de violations quotidiennes des droits des personnes en mouvement qui doivent emprunter des voies de plus en plus risquées pour continuer leurs parcours, parfois au péril de leurs vies. Nos associations continueront de se mobiliser pour dénoncer ces politiques inhumaines, criminalisantes et mortifères jusqu'à ce qu'elles cessent ! », poursuit la coordinatrice des missions aux frontières intérieures de l'Anafé. **Les droits des personnes migrantes aux frontières franco-italienne et franco-espagnole doivent être respectés !**

PROJET DE LOI RELATIF A L'ASILE ET A L'IMMIGRATION

Toutes les **informations et articles concernant le projet de Loi** et son déroulement peuvent être lu sur le **site du GISTI** : <https://www.gisti.org/spip.php?article6862#20221213>. Il comporte 13 pages qui renvoient à de très nombreux articles.

« Les sans-papiers travaillent, sont souvent en famille, avec des enfants scolarisés. Comme ils n'ont pas de papiers, ils sont souvent en situation presque d'esclavage ou d'exploitation dans leur activité professionnelle. Or cette partie-là n'est pas traitée par le projet de loi, qui répond uniquement à des visées sécuritaires ». "Nous n'avons entendu que quelques bribes du nouveau projet de loi, mais nous sommes dans une période où les idées de l'extrême droite prospèrent. Les préfetures durcissent leur attitude, on assiste à une méfiance généralisée et à l'humiliation des personnes étrangères, qui sont traitées comme des délinquantes, alors que certaines ont eu des parcours migratoires très douloureux et très difficiles. C'est un déni de la réalité, et nous sommes convaincus qu'il faut faire changer le regard sur ces hommes et ces femmes, alors qu'il y a des morts chaque jour dans la Méditerranée."

"C'est une loi à deux vitesses avec les personnes qui parviendront à s'insérer parce qu'elles peuvent exercer un métier en tension. Par contre, pour les femmes avec des enfants en bas âge qui n'ont pas accès à l'apprentissage de la langue ou de solution de garde, la situation sera encore plus précaire". "Un titre de séjour libère une chambre en hébergement d'urgence". "Il faut revoir le système d'attribution des titres de séjour. Certaines ont un titre de séjour sans permis de travail. Sans travail, pas de logement...alors qu'une femme en situation régulière peut avoir accès à un logement social".

L'exécutif a dévoilé, mardi 20 décembre 2022, une version définitive du projet de loi sur l'immigration qu'il veut faire adopter, axé sur deux piliers : l'efficacité des expulsions et l'intégration en France. Le texte, qui doit être présenté en Conseil des ministres en janvier avant d'être examiné au Sénat puis à l'Assemblée nationale, a fait l'objet de concertations.

Ce projet de loi "**accepte de regarder les choses en face, avec pragmatisme et réalisme, notamment pour ce qui concerne l'immigration économique et l'intégration par le travail**". Et le ministre ajoute : "*Une partie des LR a bien compris que nous faisons des propositions de bon sens (...). Tout ce que les LR ont toujours demandé, nous le proposons*".

Le projet de loi vise surtout à **favoriser les expulsions d'étrangers qui présentent une menace pour l'ordre public**, notamment par une réforme "structurelle" de l'asile et du contentieux des étrangers. L'exécutif veut également autoriser le "**recours à la coercition pour le relevé des empreintes digitales et la prise de photographie des étrangers en séjour irrégulier**" contrôlés aux frontières, ou encore "*rendre possible le refus, le retrait ou le non renouvellement de certains titres de séjour*" en cas de non-respect des "**principes de la République**", dont l'**égalité femmes-hommes, la liberté d'orientation sexuelle ou encore des symboles de la République**. Ces **refus de renouvellement** et le retrait de la carte de résident serait également possibles "*en cas de menace grave pour l'ordre public*", souligne le texte.

Il précise également les contours du titre "**métiers en tension**", d'une validité d'un an, qui doit entrer en vigueur "*à titre expérimental*" jusqu'au 31 décembre 2026, après quoi un bilan en sera transmis au Parlement. Le gouvernement veut également créer une **carte de séjour pluriannuelle** dénommée "**Talent - professions médicales et de pharmacie**" qui concerne les médecins "*quelle que soit leur spécialité*", les sage-femmes, les chirurgiens-dentistes et les pharmaciens. Cette carte est destinée aux professionnels de santé et à leurs familles "*dès lors qu'ils sont recrutés par un établissement de santé public ou privé à but non lucratif*". Mais Le texte prévoit de **conditionner** la délivrance du titre à une **autorisation de l'agence régionale de santé**. Sa durée de validité, de un à quatre ans, dépendra de la **validation par le praticien** des "EVC", les **épreuves de vérification des connaissances**. "*Ce titre vise à répondre au besoin de recrutement de personnels qualifiés de santé*". Les praticiens étrangers ne peuvent pas toujours être embauchés à

l'heure actuelle, "*faute de titre de séjour répondant pleinement à la spécificité de ces situations*".

EN ILE-DE-FRANCE, LES PRIMO-ARRIVANTS EN MANQUE D'INFORMATIONS

Où trouver un abri et un repas chaud, comment prendre une douche, ou encore quelles sont les démarches à effectuer pour demander l'asile en France ? Autant de questions dont les réponses sont introuvables, dans un premier temps, pour beaucoup d'exilés. Dans une enquête, publiée le 15 décembre 2022, France terre d'asile, Watizat et Action contre la Faim, alertent sur le manque d'accès à l'information pour les migrants primo-arrivants en Ile-de-France. En se basant sur un petit échantillon de 135 personnes (réfugiés, demandeurs d'asile, ou en attente de dépôt de demande d'asile), toutes présentes sur le territoire depuis moins d'un an, cette enquête met en lumière les raisons et les conséquences de cet isolement et esquisse des solutions. Certaines des informations à destination des migrants sont extrêmement difficiles à comprendre. Par exemple les personnes exilées doivent respecter trois mois de carence entre leur arrivée sur le territoire français et le début de la **protection universelle maladie**. Cette dernière permet à un demandeur d'asile d'être pris en charge gratuitement pour ses frais médicaux et hospitaliers, ainsi que ceux de son ou sa conjoint(e) et ses enfants, ndlr]. Pendant cette période de trois mois, les exilés peuvent seulement aller dans les permanences d'accès aux soins de santé, situées dans les hôpitaux publics, qui sont destinées aux personnes sans aucune couverture de santé. Mais ces services sont saturés, compliqués d'accès et il n'y a pas souvent d'interprète présent sur place. 'autres exemples. Une information de base comme les **lieux et horaires des distributions de nourriture** dans Paris est difficile à obtenir quand on est primo-arrivant. Il arrive d'ailleurs que des exilés ne mangent pas alors que des associations donnent des repas dans la ville, mais ils ne le savent pas. Les primo arrivants qu'ils se **réfèrent en très grande partie à leur communauté** : les membres de la famille, des personnes avec qui ils ont fait le parcours migratoire, des individus de même nationalité ou parlant la même langue. Le **115** est très connu, les migrants en ont parfois entendu parler avant leur arrivée en France, mais il n'est pas rare que le temps d'attente au téléphone pour joindre ce service d'aide atteigne 2 heures et 30 minutes. Enfin, il y a les acteurs associatifs qui se déplacent auprès des exilés sur les lieux où ils vivent. L'accès à l'information est limité car **quand on ne sait pas où l'on va passer la nuit le soir-même ou le surlendemain, ça empêche de faire d'autres démarches** comme se renseigner sur la procédure pour demander l'asile. Les migrants à la rue peuvent aussi avoir des contraintes d'ordre technique (téléphone déchargé, absence d'accès à Internet, ...). La **barrière de la langue** est, bien-sûr, un autre frein. Sur les réseaux sociaux, par exemple, très peu d'informations sont disponibles dans les langues parlées par les personnes exilées. Par ailleurs, 30 % des personnes ne savent pas du tout lire ni écrire or, la quasi-totalité des informations qui sont délivrées par l'État sur la procédure d'asile se présentent en version papier. Beaucoup de témoignages de personnes qui disent : *'Pour l'instant, je cherche juste un toit et à manger, après je me poserai pour la demande d'asile.'* Mais il y a un délai pour déposer une demande d'asile : il est de 90 jours après l'arrivée sur le territoire français. Il faut réaliser des **guides pour les arrivants** en développant des formats autres qu'écrits. On a eu des retours positifs de la part de la population interrogée sur les contenus **vidéo, audio ou réseaux sociaux**, avec par exemple **des pictogrammes**. Il faudrait aussi développer davantage de relais communautaires, comme **des médiateurs qui parlent dans leur langue et qui ont vécu des situations similaires** d'exil. Ces derniers pourraient travailler en lien avec les associations, afin de rendre l'information plus fiable et plus claire. Il faudrait prévoir une sorte de **point d'accueil avec des informations-clés** sur l'hébergement, la localisation des accueils de jour ou encore l'accès à de la nourriture. Cela a bien été **fait à l'arrivée de personnes ukrainiennes** dans les gares françaises et on peut donc s'inspirer de cette bonne pratique pour l'étendre à toutes les personnes exilées.

LES VILLES ACCUEILLANTES

En 1985, San Francisco se dotait d'une loi faisant de celle-ci une sanctuary city (ville sanctuaire) pour les réfugiés venant d'Amérique centrale. Appuyée par la maire de l'époque, cette résolution fut étendue quelques années plus tard à tous les migrants. Elle imposait à la police de ne pas coopérer aux contrôles et arrestations effectuées par l'autorité fédérale de contrôle de l'immigration. Depuis ce moment, de nombreuses villes de part et d'autre de l'Atlantique se sont officiellement déclarées lieux d'accueil pour les migrants. En Europe, le phénomène des **villes-accueillantes** a connu un développement important depuis les années 1990, sous l'impulsion de groupes cosmopolites tels que le Parlement international des écrivains. Celui-ci a donné naissance à ce qui est aujourd'hui l'International Cities of Refuge Network pour la protection des écrivains et journalistes menacés dans leur propre pays. Parallèlement, en raison du processus de décentralisation du pouvoir politique, les municipalités sont devenues des acteurs de premier plan dans la gestion des migrations. Les villes ont donc commencé non seulement à se déclarer accueillantes en soutenant des politiques de protection et d'inclusion, mais surtout à structurer des réseaux avec d'autres villes partageant les mêmes idées à l'égard des questions d'asile. Des organisations internationales soutiennent la mise à l'ordre du jour des questions d'accueil au sein de réseaux de villes préexistants. Ceci est le cas, par exemple, de l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) avec sa participation au Forum mondial des Maires. En France, l'**Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants** (ANVITA) rassemble des collectivités territoriales, groupements de collectivités et élu.es qui œuvrent pour des politiques d'accueil inconditionnelles incluant les publics exilés, et pour l'hospitalité sur leur territoires. L'association regroupe environ 70 collectivités territoriales. La coordination de l'ANVITA défend l'accueil digne sur nos territoires et une meilleure participation des collectivités territoriales aux politiques nationales sur l'accueil. Ailleurs, on peut noter : À Düsseldorf, une clinique associative est ouverte pour assurer un accès aux soins aux migrants en situation irrégulière ; San Francisco demande à ces fonctionnaires municipaux de ne pas demander leur titre de séjour afin de construire une relation de confiance avec ces populations ; New-York délivre une carte d'identité municipale ouvrant un accès à une multiplicité de services ; Villeurbanne s'appuie sur ses associations et le centre d'action sociale pour trouver des solutions en matière de logement, d'alimentation ou de soin ; et Amsterdam développe un programme avec sa police municipale pour permettre aux sans-papiers de déposer plainte lorsqu'ils sont victimes d'une infraction... De nombreuses communautés de citoyens sont prêtes à revendiquer l'accueil et l'ouverture à l'étranger en quête d'asile comme des éléments de leur identité historique. Dans de nombreux cas, **le monde associatif est à l'origine du choix d'une ville de se déclarer accueillante**. Les associations sont souvent porteuses d'initiatives, de campagnes de sensibilisation ainsi que d'appels à l'action directement adressés aux autorités locales. Si ces idées sont généralement bien accueillies par les pouvoirs politiques, elles restent parfois limitées à une dimension symbolique, sans donner lieu à des politiques réelles de protection et d'inclusion. Les villes peuvent se heurter à des obstacles liés à leurs limites d'autonomie de la gouvernance locale, mais au fait que les villes seules peuvent être confrontées à une disponibilité limitée des ressources. Elles doivent souvent faire face à des problèmes préexistants qui sapent l'efficacité des politiques d'accueil, comme la ségrégation spatiales des nouveaux arrivants. Dans le contexte actuel, où le phénomène migratoire est souvent traité comme un problème de sécurité publique, protéger les migrants est en opposition aux directives des gouvernements nationaux, et signifie agir précisément sur l'appareil juridique et policier. Par exemple, pour donner suite à son engagement en tant que ville accueillante, le conseil communal de Liège a par exemple voté une motion contre le projet du gouvernement qui visait à instaurer des visites domiciliaires pour trouver et arrêter les personnes en séjour illégal. Tous les acteurs impliqués, à la fois migrants et non-migrants, peuvent se retrouver à **enfreindre des lois perçues comme contraires à leurs principes et objectifs humanitaires**, et en subir les conséquences. Les non-migrants peuvent notamment être condamnés pour un paradoxal délit de solidarité. Tel est le cas de l'ancien maire de Riace, accusé d'avoir facilité l'immigration clandestine dans son modèle d'accueil, et récemment condamné à 13

ans de prison.

<https://theconversation.com/ces-villes-ou-les-migrants-sont-les-bienvenus-194862>

LES FEMMES IMMIGREES

La part des femmes dans la population immigrée est passée de 44 % au milieu des années 1970 à 50 % en 1999 pour atteindre 52 % en 2020 (soit 207 000 femmes de plus que d'hommes au niveau mondial). " *On leur demande de s'intégrer même quand elles n'ont pas de papier mais on ne se soucie pas de ce qu'elles portent en elles comme violences subies déjà dans leur pays d'origine, parfois avec des mariages forcés mais en plus tout ce qu'elles ont subi sur la route*". " *On reçoit de plus en plus de femmes angoissées, qui n'ont pas d'hébergement, qui ont des enfants à charge. Leurs petits sont également terrorisés. Ils ont souvent des problèmes psychologiques liés au fait d'être dehors et d'avoir une maman perpétuellement angoissée.*" " *On sait bien que si on quitte sa famille et son pays, c'est vraiment la dernière extrémité. Ce sont des femmes en général extrêmement dynamiques parce que pour entreprendre un tel voyage et de telles démarches, il faut avoir beaucoup de ressort. Quand elles arrivent en France, elles se heurtent à des barrières insurmontables*". " *Ce qui est vraiment désolant c'est qu'on s'aperçoit que les femmes en particulier ont une réelle envie de s'intégrer. En général, ce sont elles qui mettent tout en œuvre pour apprendre le français, pour essayer de trouver un travail. Mais elles ont des difficultés à en trouver parce qu'elles ont du mal à faire garder leurs enfants.*" Une femme originaire de la République démocratique du Congo, va enfin obtenir un titre de séjour, attendu depuis 13 ans. Diplômée en relations internationales, elle aimerait enseigner. Mais elle sait qu'en France c'est impossible. " *Si je peux me rendre utile dans des domaines qui embauchent rapidement, comme le service à la personne, je veux bien. Ou la boulangerie, pâtisserie, je sais déjà faire le pain. S'il faut que je fasse une formation pour être qualifiée, c'est encore mieux.*" Selon l'INSEE, **38% des femmes migrantes ont un diplôme supérieur** contre 35% des femmes françaises. " *J'ai en tête une avocate qui venait d'un pays où elle était menacée. Elle n'a pas pu le prouver. Elle a donc été déboutée du droit d'asile*", " *Allez dire à cette avocate qu'il faut qu'elle trouve un poste d'agent d'entretien ! Ça interroge sur ce qu'on impose à la personne qui arrive dans un pays dit des droits de l'Homme. On leur demande de faire une croix sur leur vie antérieure et de redémarrer dans des conditions plus que précaires. Ce stress chez les personnes migrantes, c'est vraiment inhumain*".

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/loir-cher/blois/blois-le-parcours-du-combattant-des-femmes-migrantes-qui-representent-plus-de-la-moitie-des-immigres-2676836.html>

NOEL SUR LES PLAGES DU NORD

Les migrants souffrent, le père Noël du Secours Populaire fait ce qu'il peut

A Loon-Plage et Calais, des centaines de migrants sont dehors dans une petite rue de la zone des Dunes à Calais, non loin des petites et grandes « jungles » du passé. Les équipes du Secours Populaire accompagnent l'ONG « Salam », qui offre le petit déjeuner chaque jour, pour distribuer pour Noël un colis contenant gants, bonnet, surchaussures, chocolats, aux 1 500 migrants disséminés dans la ville, et « *des jouets pour les enfants* ». Le père Noël vert du Secours Populaire, « *celui des pauvres, celui de l'espoir aussi* », est accompagné d'un rouge et ils ne sont pas trop de deux. Les adultes, et pas seulement les chrétiens, multiplient les selfies et les gestes d'attention. « *You give me energy, thank you, thank you* », (« *Vous me donnez de l'énergie, merci, merci !* ») remercie un grand Iranien d'une vingtaine d'années, une attelle bloquant sa jambe blessée. « *C'est des gens comme nous. Tu en vois arriver certains très élégants, avec des affaires toutes propres, et ils se retrouvent là-dedans* ».

Deuxième distribution, dans le campement des Érythréens et Soudanais. Ils ont posé des tentes très sommaires sur des palettes. Les toiles sont givrées. L'un qui parle plusieurs langues, rêve

de devenir designer en Angleterre. « *Le pire, ce n'est même pas le froid, c'est le déclassement social. Le premier homme que j'ai vu pleurer, c'était un ministre guinéen.* ».

Nous sommes sur le troisième point de distribution où se présentent un petit groupe d'Indiens Sikh, dont Davy. Il a échoué plusieurs fois à traverser : « *Parce que la police nous a attrapés, parce que le bateau est tombé en panne, parce que personne ne s'est présenté alors qu'on est resté caché pendant dix heures* ».

Rue Mollien, sur la route du dernier point de distribution, en centre de ville, quai de la Moselle, on croise des exilés qui ont encore le gilet de sauvetage sur le dos. C'est ici que les migrants sont le plus nombreux, vivant sous des toiles le long de l'eau. C'est ici aussi qu'ils semblent le plus démunis. Il y a cette personne aveugle, lunettes noires sur le nez, deux sacs poubelles dans les chaussures. Ce jeune homme pieds nus dans ses claquettes. La plupart demandent des chaussures, trempées par l'humidité ou la mer après des tentatives de passage ratés...

Direction Loon-Plage. Démantelé vendredi 11 décembre 2022, le campement a été reconstitué à quelques dizaines de mètres de là, entre un cour d'eau et la voie ferrée. Un bidonville sans eau ni toilettes. Ici au froid, s'ajoute la boue. « *Depuis une semaine que les températures ont vraiment baissé, l'ambiance est différente, les traits sont tirés. On nous demande des soins* ».

Des places de mise à l'abri sont proposées toute l'année sans être toutes pourvues, car elles sont loin du littoral. Avec le froid, des locaux sont exceptionnellement ouverts sur place, à Calais et Dunkerque. « *Mais que la nuit* », regrette le président de Salam. Les migrants n'y vont pas toujours, parce que c'est le moment où ils tentent de passer. Et « *ils ont au moins autant besoin de s'abriter de ces températures la journée* ». À Dunkerque, « *dans la nuit de dimanche à lundi, certains n'ont pas pu être accueillis alors qu'ils le souhaitaient.* » Dans la nuit de lundi à mardi, 100 places devaient être ouvertes alors que Salam avait servi 400 repas dans la journée.

<https://www.lavoixdunord.fr/1266095/article/2022-12-13/les-migrants-souffrent-le-pere-noel-du-secours-populaire-fait-ce-qu-il-peut>

AMIENS

Deux guinéens de 20 et 24 ans, vivent en France depuis cinq ans. Ils ont obtenu respectivement un CAP en métallurgie et un diplôme de mécanicien. Ils assurent que des entreprises sont prêtes à les embaucher. Problème : ils n'ont pas le droit de travailler. Il y a deux mois, avec l'aide d'un habitant d'Amiens, les deux jeunes demandeurs d'asile ont **déposé une demande de titre de séjour au titre du travail** auprès de la préfecture de la Somme. "*Je veux seulement obtenir cette autorisation de travail pour pouvoir vivre, explique-t-il d'une petite voix. Je ne vis pas actuellement, je suis dépendant des autres pour dormir, pour manger, alors que je veux simplement m'intégrer, payer mes impôts.*" La préfecture confirme leur avoir délivré un récépissé, mais ils n'ont pas obtenu d'autorisation de travail. "*On marche sur la tête, s'énerve Guy. Le gouvernement ne peut pas dire 'on veut aider les entreprises à embaucher' et en même temps mettre des bâtons dans les roues comme ça.*". L'habitant d'Amiens compte **camper devant la préfecture jusqu'à obtenir gain de cause**. A partir de mercredi 21 décembre 2022, il va camper tous les jours quelques heures devant la préfecture de la Somme. Depuis dix-huit jours déjà, il marchait devant le bâtiment pour faire entendre sa voix. Il demande **deux autorisations de travail pour deux jeunes Guinéens**. De son côté, la préfecture assure que **ce type de démarche demande plusieurs mois**. Il faut examiner le dossier, vérifier la situation de l'employeur et la promesse d'embauche. La préfecture précise que 136 dossiers de ce type sont en cours d'examen dans le département.

AVIGNON

Une association **dénonce la délivrance depuis le Covid de récépissés** aux 25 jeunes migrants, ce qui complique considérablement leur quotidien. "*La procédure de délivrance des cartes de séjour s'est allongée de façon importante et les jeunes qui font leur demande n'obtiennent qu'un récépissé de trois mois, qui n'est plus suivi dans les temps de la délivrance de leur carte de*

séjour". "Sans titre de séjour, ils ne peuvent pas prendre un logement, ils ne peuvent pas être immatriculés à la Sécurité sociale. Ils ne peuvent pas non plus s'inscrire à l'examen du permis de conduire. Et ça, c'est un gros handicap aussi parce que beaucoup d'employeurs ont besoin qu'ils aient leur permis". "Ils sont **maintenus dans une situation extrêmement précaire** et ne peuvent pas avancer, explique-t-elle aussi. Ils ne peuvent pas se projeter sur l'avenir. Et il ne faut pas oublier non plus que c'est des jeunes qui sont terriblement angoissés parce qu'ils ont vécu des épreuves absolument épouvantables, certains étaient en esclavage, certains ont été battus, torturés, blessés. Ils sont très angoissés et c'est pour cette raison qu'ils nous ont demandé de les aider à faire cette action auprès de la préfète pour attirer l'attention sur leur situation."

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/l-association-rosmerita-manifeste-devant-la-prefecture-de-vaucluse-contre-les-dela-is-de-titres-de-sejour-2133074>

BAYONNE

A l'appel de la fédération Etorquinekin Diakité et de plusieurs organisations comme EH Baï, Bizi, Attac ou encore plusieurs partis politiques, les manifestants demandent unanimement **la régularisation massive des sans-papiers** avec le slogan "**Des ponts, pas des murs !**" Ils affichent d'ailleurs clairement leur désaccord avec la politique menée par le gouvernement en matière d'immigration, demandant la fin immédiate du régime de répression aux frontières. Le cortège a rejoint la sous-préfecture de Bayonne en passant par le centre-ville et les Halles afin de donner de **la visibilité aux messages des manifestants**. Ils ont aussi croisé dans les rues du centre historiques des chorales traditionnelles basques, au milieu des promeneurs en quête de cadeaux de Noël. Les manifestants **s'opposent également au nouveau projet de loi immigration**, qui doit être présenté par le gouvernement en début d'année prochaine au Parlement. Ce projet de loi entend **augmenter le nombre d'exécution des OQTF**, les Obligations de Quitter le Territoire, en un mot **davantage d'expulsions de migrants irréguliers**, Une politique "*cruelle et électoraliste*" pour nombre de manifestants, alors que les expulsions ont déjà augmenté de 20% en 2022. Ce projet ambitionne de délivrer plus de **titres de séjours** pour les sans-papiers dans des **secteurs en tensions**, comme l'hôtellerie. Les militants eux voient plutôt la voie ouverte vers une **quête de main d'œuvre bon marché** et facilement exploitable. Les manifestants ont préparé une mise en scène ironique autour du langage présidentiel qui fait de l'immigration une simple donnée managériale. Deux manifestants respectivement déguisés l'un en ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin et l'autre en président de la République ont essuyé la colère des manifestants, dans une ambiance bon enfant.

BRETAGNE

Le 13 novembre 2022, était porté devant le tribunal de Brest une affaire de traite d'êtres humains. Trois personnes sont suspectées d'avoir participé à l'exploitation par le travail et à l'hébergement dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine. Les quinze victimes ont décidé de porter plainte, ce qui représentait un saut dans le vide car elles avaient tout y perdre : emploi, ressources et hébergement, sans famille, sans nulle part où aller. Le gérant de la société avicole Prestavic, sa compagne et un loueur avaient « **mis en place un système d'exploitation d'êtres humains** », de mars 2018 à septembre 2020, entre Saint-Sauveur, Morlaix, Scignac et Landivisiau. « **Tout ce que je te demande, c'est d'être courageux**, disait le gérant lors de l'embauche. **Le reste, je m'en charge** ». Tous étrangers en situation irrégulière, ils ont subi le même *modus operandi* : attirés dans le Finistère nord par la promesse d'un travail salarié, de papiers officiels, via une compatriote ivoirienne, elle-même ancienne ramasseuse de volailles, devenue la compagne du chef d'entreprise. Jeudi 15 décembre 2022, le gérant a été condamné à deux ans de prison, sa compagne à six mois et le marchand de sommeil à un an. Ainsi qu'à de lourdes amendes.

CALAIS

À Calais, le **plan grand froid** a été activé durant le week-end. Il a été prolongé jusqu'à mercredi. Près de 700 personnes ont pu être mises à l'abri au cours du week-end à Calais, a annoncé la préfecture du Pas-de-Calais, "*dont 57 au bénéfice des personnes se déclarant mineures*". Mais les informations sur ce dispositif particulier reste difficilement accessible : en effet, **la préfecture a**

trop peu communiqué sur son existence et **de nombreux exilés** installés dans le centre-ville **n'ont pas pu en bénéficier**. *"Il y a beaucoup de primo-arrivants donc les gens ne savent pas comment accéder aux informations de base"*.

CHERBOURG

À Cherbourg, dans la Manche, les autorités portuaires sont en train de construire une **clôture de 4 mètres de haut le long de la gare maritime**. Par endroit la barrière a déjà été érigée. À terme ce mur devrait ceinturer la zone d'où partent les navires marchands en direction de l'Angleterre sur 3,5 kilomètres de long. Jusqu'à présent, la clôture mesurait 2,80 mètres et était surmontée à son sommet par des barbelés dotés d'éléments tranchants ressemblant à des lames de rasoir. Sur le port, **le nombre de tentatives d'intrusion de migrants est en forte augmentation** avec 964 intrusions dans la "zone d'accès restreint du terminal transmanche". Il n'y en avait que 391 par mois en 2021, et 204 en 2020. Cette hausse est en lien avec, depuis le brexit, plus de 100 000 poids lourds en transit et 975 escales de ferries par an. L'élévation des barrières de sécurité est l'une des mesures prises par les autorités pour décourager les migrants qui essaient de s'introduire dans les remorques des poids lourds en partance pour l'Irlande ou la Grande-Bretagne. D'autres moyens sont employés tels que l'augmentation de l'éclairage et de la vidéosurveillance. Tous ces **travaux sont financés par la Border Force britannique** qui a alloué au port de Cherbourg une enveloppe de 3,2 millions d'euros pour renforcer sa sécurité. Le gardiennage et la surveillance des parkings où sont garées les remorques des camions avant le départ pour l'Angleterre ont été, eux aussi, renforcés. Le rehaussement de la clôture fait craindre le pire, d'autant qu'on **constate de plus en plus de blessés ces dernières semaines**. *"On n'est pas à l'abri d'une chute. Et une chute de 4 mètres, ça peut être très grave". "J'ai reçu ce matin des migrants qui ont les mains couvertes de blessures"*.

COLMAR

Mercredi soir 21 décembre 2022, le collectif inter associatif « Comprendre les migrations Centre Alsace-Cercle de silence », a organisé une « **crèche vivante sous OQTF** (Obligation de quitter le territoire français) »

<https://www.dna.fr/societe/2022/12/21/immigration-une-creche-vivante-pour-denoncer-la-gestion-des-oqtf>

DUNKERQUE

Le plan grand froid a été activé durant le week-end, mais n'a pas été prolongé jusqu'à mercredi à Dunkerque, où le dispositif du week-end était insuffisant. *"Un gymnase a été ouvert à Dunkerque mais une famille nous a dit avoir été recalée car il n'y avait plus de place"*. Interrogée à ce sujet, la préfecture du Nord n'a pas répondu.

GRANDE SYNTHÉ

"En ce moment, ça tourne autour des 0, -1°C et ils annoncent jusqu'à -3°C les jours prochains", et **quelque 500 personnes vivent dans un campement** aux abords de cette ville côtière, à une quarantaine de kilomètres de Calais. Les conditions de vie y sont extrêmement précaires. Les personnes dorment sous tentes, le camp n'a pas d'accès à l'eau courante et les distributions de nourriture et de produits d'hygiène aux habitants ne sont assurées que par les associations. Avec le froid actuel, les tentes et couvertures sont indispensables à la survie des exilés. Comme le campement est évacué chaque semaine, **la majeure partie du matériel est alors saisie**. Il faut à chaque fois renouveler tentes et sacs de couchage et les associations n'arrivent plus à suivre. *"Notre stock se fait dévorer par les évacuations"*, lors des évacuations, seul ce qui est réutilisable est confisqué par les personnes chargées du nettoyage du site. *"Les couvertures et les vêtements trempés, ça, ils les laissent aux exilés"*. *"Il y a toujours des gens qui se retrouvent trempés dehors en pleine nuit. Samedi soir, l'une de nos équipes a croisé vers Boulogne plus de 200 personnes qui avaient tenté de traverser. Elles étaient trempées"*.

Une délégation de bénévoles et **compagnons d'Emmaüs** de la Mayenne et du Castelbriantais s'est rendue dans le camp de migrants de Grande-Synthe, le vendredi 9 décembre

2022. Ce dernier rassemble en ce moment 500 personnes. C'était très dur de découvrir la réalité du camp, notamment en voyant les enfants. Les compagnons ont **préparé et distribué un repas chaud** aux personnes qui vivent dans le camp et effectué une maraude. Ils ont également fourni une aide financière de 1 000 € à la communauté d'Emmaüs de Grande-Synthe. Lors d'un appel à solidarité des antennes d'Emmaüs en France et à l'international, en 2018, **Laval** a été parmi les premiers à se porter volontaire. L'opération sera renouvelée dans trois mois.

GRAVELINES

Durant le week-end des 10-11 décembre 2022, une **trentaine de personnes** se sont retrouvées au niveau d'un arrêt de bus alors qu'elles sortaient de la mer. "*Quand on a appelé les numéros d'urgence et demandé qu'un gymnase soit ouvert, tout le monde se renvoyait la balle*". Il a fallu attendre le matin pour qu'un membre **du conseil municipal fasse ouvrir une salle de sport** pour mettre les personnes à l'abri pendant quelques heures.

GRENOBLE

L'Apardap : association de parrainage républicain des demandeurs d'asile et de protection, donne une pièce de théâtre : « les indisciplinés » dans laquelle joue un congolais. Après une représentation à Pontcharra (Isère) en novembre 2022, il rencontre une femme qui a "*vécu trois ans au Congo Brazzaville, le pays d'où [il] vient et son parcours [l'a] a tout de suite intéressée*". **elle accepte rapidement de le parrainer**. Samedi 17 décembre 2022, Elle est officiellement devenue sa marraine lors d'une **cérémonie organisée à la mairie de Grenoble** avec le maire et des élus. Ils ont tous les deux reçu une petite carte pour officialiser leur lien. L'action est avant tout **symbolique** mais elle permet aussi un accompagnement administratif. Le jeune homme est actuellement en demande d'asile auprès de la préfecture de l'Isère et **il souhaite se former pour travailler avec les personnes âgées ou dans le bâtiment**. "*Je peux être auxiliaire de vie ou alors conducteur de travaux ou plombier*". Sa marraine peut alors le conseiller sur ses choix. C'est aussi une manière de trouver du réconfort. "*Je sais qu'auprès d'elle, je pourrais trouver un refuge. Elle peut me soutenir quand ça ne va pas*". Les deux amis ont prévu de se téléphoner régulièrement et elle veut l'inviter à dîner chez elle dans les montagnes à Crêts-en-Belledonne. "*C'est de l'humain avant tout, je ne donne pas d'argent. Contrairement à ce que peuvent penser beaucoup de personnes. Je pense qu'il faut se lancer et ne pas voir peur*".

LOCMIQUELIC

L'association **Accueil sans frontières** a pour vocation d'accompagner les migrants pour les mettre à l'abri et les aider dans l'accès aux droits fondamentaux, essentiellement se loger, se nourrir. Ils ont une maison à Locmiquélic pour les accueillir. Il sont souvent orientés vers ici par la Cimade. L'accueil est inconditionnel. C'est la Cimade qui s'occupe de les aider; à écrire leur récit de vie. Ici, ils disent ce qu'ils veulent ou peuvent nous dire. Les accompagner fait relativiser beaucoup de choses. Il y a des moments festifs également avec eux. L'été, on les emmène à la plage par exemple et on partage de bons moments. Des bénévoles qui donnent des cours de français, offrent un réseau de sociabilité important pour des personnes qui ont tendance à s'isoler. Un travail en lien avec les associations du pays de Lorient (Cimade, réseau éducation sans frontières, le Chaïnon, un collectif d'accueil en pays de Lorient ou le collectif d'accueil du pays de Lorient) et ce, toujours avec discrétion.

LOON-PLAGE

Il y a encore une semaine vivaient dans le camp plus de 400 personnes. Mais le terrain, en plein courant d'air, a été déserté par les migrants qui lui préfèrent les petits bois alentours, plus à l'abri. Une centaine d'exilés y survivent encore. Mais ces derniers jours, beaucoup ont définitivement quitté l'endroit. "*Mardi soir, il y avait énormément de monde aux arrêts de bus, des centaines de personnes*", atteste la coordinatrice d'Utopia56 à Grande-Synthe. C'est depuis ces abribus qui jouxtent le supermarché Auchan, à 20 minutes à pied du camp, que les exilés rejoignent les plages de la région – Ambleteuse, Wimereux, Leffrinckoucke – avant de prendre la mer direction le Royaume-Uni. Rien que dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 décembre, "*une dizaine*

d'embarcations précaires ont tenté la traversée du détroit du Pas-de-Calais". Mardi soir 12 décembre, un soudanais est resté au camp de Loon-Plage après avoir tenté 6 passages vers l'Angleterre, mais six de ses amis sont partis. *"Deux sont bien arrivés, ils m'ont appelé quand ils sont arrivés à l'hôtel où ils sont hébergés. J'attends encore d'avoir des nouvelles des quatre autres."* Les passagers du bateau qui a fait naufrage étaient *"certainement des exilés du camp de Loon-Plage car le numéro qu'ils avaient sur eux, et qu'ils ont contacté, est celui que l'on distribue dans ce lieu de vie"*. Le soudanais est au courant pour le naufrage. **"Mais de toute façon, ici, soit on meurt de froid dans le camp, soit on meurt noyé dans la mer"**. Traverser la Manche en hiver est très risqué : la température de l'eau n'excédant pas 10 degrés, la durée de survie d'un naufragé dans la mer est réduite à moins de deux heures, selon la préfecture maritime. Pourtant, l'hiver dernier et celui-ci surtout, *"il y a eu autant de tentatives qu'à n'importe quelle période de l'année"*, assure un policier en patrouille sur la plage de Leffrinckoucke, près de Dunkerque. *"Certains jours, même quand il fait très froid comme aujourd'hui, il y a six, sept départs. C'est totalement inédit. Mais qu'est-ce que vous voulez faire ? ajoute-t-il. Ces personnes ont parcouru des milliers et des milliers de kilomètres et, en arrivant ici, il leur en reste une petite trentaine. Et nous, on leur dit que ce n'est pas possible ? "* *"La surveillance policière n'entame pas la détermination des exilés". "La traversée de la Manche, c'est la dernière étape. Même terrifiés, même dans le froid, ils prendront la mer. Et tant qu'il n'y aura pas d'accueil digne en France, et des routes sécurisées vers le Royaume-Uni, il y aura des drames"*.

LYON

Demandes de rendez-vous en préfecture pour renouveler les titres de séjour, délivrance de documents, demandes de naturalisation... Les préfectures du Rhône et de la Loire imposaient jusqu'ici aux usagers étrangers des procédures dématérialisées pour ces démarches. Tout se passait sur le site "demarches-simplifiees.fr". Mais jeudi 22 décembre 2022, **le tribunal administratif de Lyon**, à la suite d'une audience qui s'est tenue mardi 20 décembre, **a déclaré "l'illégalité des décisions, dans le Rhône et la Loire, de mettre en place de tels télé-services de manière exclusive"**. Cette décision fait suite à deux requêtes des 30 mars 2021 et 29 juin 2021 par plusieurs associations dont La Cimade, le Gisti, la Ligue des droits de l'Homme et l'association des avocats pour la défense des droits des étrangers (ADDE). Celle du 29 juin concernait 17 préfectures, dont celles de la Loire et du Rhône. Ces procédures s'ajoutent à toutes celles lancées par des personnes étrangères elles-mêmes, notamment en Ile-de-France, pour faire valoir leurs droits face à la dématérialisation de plus en plus importante dans les préfectures. La Cimade *"dénonce depuis plusieurs années l'utilisation de procédures numériques imposée aux usagers du service public (...). Cette marche forcée vers le numérique ne s'accompagne d'aucun accès alternatif permettant aux personnes en difficulté avec l'informatique d'accéder aux services des préfecture"*. *"Quand je suis allé à la Préfecture, ils m'ont dit d'envoyer un message sur mon espace Internet. J'ai envoyé beaucoup de messages. Mais je n'ai obtenu aucune réponse. On se sent vraiment abandonnés"*, déplorait un homme en mars 2021 auprès de La Cimade, au milieu de plusieurs témoignages similaires. *"Mon épouse, elle, n'arrive même pas à renouveler son récépissé de titre de séjour. Quand on va sur le site de la préfecture, il est impossible de sélectionner un rendez-vous."* *"La fermeture des guichets fabrique des sans-papiers : des milliers de personnes perdent le bénéfice d'un titre de séjour du fait de l'incapacité du service public à respecter ses obligations légales"*. *"Le manque de moyens alloués aux services "Étrangers" des préfectures, est un alibi commode pour justifier ces dysfonctionnements et camoufler une politique sciemment organisée pour restreindre l'accès au séjour."* Dans son communiqué paru hier, le tribunal administratif de Lyon se réfère à une décision antérieure du **Conseil d'État**. **Le 3 juin**, la plus haute juridiction administrative avait rendu un avis, **en annulant un décret** et un arrêté datant du printemps 2021 qui imposaient aux étrangers de prendre rendez-vous en ligne. Il avait été demandé au gouvernement de prévoir une "solution de substitution" à cette pratique, partout où elle est appliquée dans ses services. *"Eu égard aux caractéristiques du public concerné, à la diversité et à la complexité des situations des demandeurs et aux conséquences"* d'un blocage administratif sur les usagers, *"il incombe au pouvoir réglementaire, lorsqu'il impose le recours à un téléservice pour l'obtention de certains*

titres de séjour, de prévoir (...) un accompagnement". ce sont souvent les associations qui font ce travail d'accompagnement dans les démarches numériques. Les préfectures du Rhône et de la Loire, elles, sont désormais enjointes par le tribunal administratif de Lyon à mettre en place d'autres modalités d'accès. Et ce, dans un délai de quatre mois.

MAZAMET

Aujourd'hui, deux militants des Droits des Humains, combattants pour la Paix, utilisent **la crèche pour donner leur vision du monde**. "Une société dans laquelle nous agissons pour avoir un pays, un continent, une humanité, plus beaux, plus conformes à ce que nous sommes. Alors, bien sûr, nous détournons le message de Noël, mais je crois qu'en réalité nous lui redonnons vie en dénonçant l'inacceptable." Le couple revisite la crèche à Noël et chaque année le thème est différent. *"Les premières années, nous avons eu un Jésus venu d'Afrique, puis une naissance chez les gens du voyage, un CRA (Centre de rétention administrative) au milieu du tableau, des barbelés pour repousser les étrangers... Eylan et les milliers de morts en mer, l'Aquarius, bateau qui sauve les naufragés, les bateaux de Frontex refusant aux bateaux d'associations humanitaires d'accueillir les naufragés et après les aux actions policières à Nantes, Grande-Synthe ou Sivens, nous avons rajouté des policiers en Légo, qui détruisaient les campements de migrants." "Cette année, nous mettons juste une embarcation pleine de personnes qui fuient l'esclavage en Libye, après la misère dans leurs pays ; un bateau de Frontex, et quelques-uns des noyés de 2022. Un bébé naît en ville mais personne n'y fait attention, seuls quelques voisins, des SDF et une prostituée vont voir... En même temps, un bébé naît dans une famille Massai dans la même indifférence. Ces deux familles sont probablement en situation irrégulières et, comme il y a 2 000 ans l'enfant né à Bethléem, devront fuir à l'étranger pour éviter la police. La vie continue, les pêcheurs pêchent, les enseignants enseignent, les artisans travaillent, les maraîchers vendent au marché et les paysans vendangent et moissonnent... et Cézanne peint. Avez-vous remarqué qu'il y a un sabreur mazamétain, ouvrier du délainage parmi les santons ?" Les passants peuvent découvrir la crèche des migrants à Mazamet. "Ne pas garder ce trésor pour nous seuls, et le partager avec le Mazamétain de la rue, entre parking et marché. Et puis c'est bon d'entendre les mots positifs des gens qui passent, qui s'arrêtent, qui regardent et qui tapent au carreau pour nous dire merci."*

<https://www.ladepeche.fr/2022/12/22/une-creche-de-noel-en-soutient-aux-migrants-du-monde-10883498.php>

LE NEUBOURG

Une polémique, dans un collège du Neubourg (Eure). Les 17-18 décembre 2022, l'eurodéputé et conseiller régional de Normandie (**Reconquête**) dénonce, sur Twitter, *"l'endoctrinement"* qui y *"bat son plein"*. En cause, selon lui, photos à l'appui, le contenu d'un **enseignement d'histoire-géographie sur les migrations**. On y voit les fiches pédagogiques distribuées aux élèves : des questionnaires d'analyse et de compréhension d'un document et d'une chanson de rap qui parlent de migration. Ce tweet suscite de nombreuses réactions sur le réseau social, dont un nombre conséquent soutiennent d'ailleurs le contenu de l'enseignement. Jeudi 22 décembre 2022, **un autre cadre du même parti** se fait l'écho de tout ce que lui inspire cet enseignement, allant jusqu'à provoquer la réaction ironique du rappeur concerné, Rim'K. Dans un communiqué, **le syndicat majoritaire chez les enseignants du second degré dénonce la diffusion** par l'extrême-droite de cette séquence pédagogique. *"Le professeur a immédiatement demandé la protection du rectorat et une réaction ferme à l'égard de l'élue et de la famille qui a transmis les documents"*, explique le SNES-FSU, qui rappelle que *"de tels agissements sont punis par la loi"*. *"malgré nos multiples alertes et interventions, le rectorat refuse de prendre les mesures adéquates et d'agir contre le responsable politique concerné, [...] il s'est contenté à ce jour de déclarations orales. La rectrice de Normandie décide ainsi de laisser les enseignants seuls face à ces violentes attaques"*. *"la rectrice de l'académie de Normandie condamne fermement ces agissements et apporte son soutien à toute l'équipe pédagogique de l'établissement"*. Le rectorat précise avoir *"très rapidement apporté son soutien en interne aux enseignants visés"*, et avoir *"octroyé une protection fonctionnelle à ces personnels"* (une protection juridique apportée aux fonctionnaires).

<https://www.francebleu.fr/infos/education/le-parti-reconquete-conteste-le-contenu-d-un-cours-d-histoire-au-neubourg->

NORD

Les migrants souffrent, le père Noël du Secours Populaire fait ce qu'il peut.

A Loon-Plage et Calais, des centaines de migrants sont dehors dans une petite rue de la zone des Dunes à Calais, non loin des petites et grandes « jungles » du passé. Les équipes du Secours Populaire accompagnent l'ONG « Salam », qui offre le petit déjeuner chaque jour, pour distribuer pour Noël un colis contenant gants, bonnet, surchaussures, chocolats, aux 1 500 migrants disséminés dans la ville, et « *des jouets pour les enfants* ». Le père Noël vert du Secours Populaire, « *celui des pauvres, celui de l'espoir aussi* », est accompagné d'un rouge et ils ne sont pas trop de deux. Les adultes, et pas seulement les chrétiens, multiplient les selfies et les gestes d'attention. « *You give me energy, thank you, thank you* », (« *Vous me donnez de l'énergie, merci, merci !* ») remercie un grand Iranien d'une vingtaine d'années, une attelle bloquant sa jambe blessée. « *C'est des gens comme nous. Tu en vois arriver certains très élégants, avec des affaires toutes propres, et ils se retrouvent là-dedans* ».

Deuxième distribution, dans le campement des Érythréens et Soudanais. Ils ont posé des tentes très sommaires sur des palettes. Les toiles sont givrées. L'un qui parle plusieurs langues, rêve de devenir designer en Angleterre. « *Le pire, ce n'est même pas le froid, c'est le déclassement social. Le premier homme que j'ai vu pleurer, c'était un ministre guinéen* ».

Nous sommes sur le troisième point de distribution où se présentent un petit groupe d'Indiens Sikh, dont Davy. Il a échoué plusieurs fois à traverser : « *Parce que la police nous a attrapés, parce que le bateau est tombé en panne, parce que personne ne s'est présenté alors qu'on est resté caché pendant dix heures* ».

Au dernier point de distribution, en centre de ville, quai de la Moselle, on croise des exilés qui ont encore le gilet de sauvetage sur le dos. C'est ici que les migrants sont le plus nombreux, vivant sous des toiles le long de l'eau. C'est ici aussi qu'ils semblent le plus démunis. Il y a cette personne aveugle, lunettes noires sur le nez, deux sacs poubelles dans les chaussures. Ce jeune homme pieds nus dans ses claquettes. La plupart demandent des chaussures, trempées par l'humidité ou la mer après des tentatives de passage ratés...

Direction Loon-Plage. Démantelé vendredi 11 décembre 2022, le campement a été reconstitué à quelques dizaines de mètres de là, entre un cour d'eau et la voie ferrée. Un bidonville sans eau ni toilettes. Ici au froid, s'ajoute la boue. « *Depuis une semaine que les températures ont vraiment baissé, l'ambiance est différente, les traits sont tirés. On nous demande des soins* ».

Des places de mise à l'abri sont proposées toute l'année sans être toutes pourvues, car elles sont loin du littoral. Avec le froid, des locaux sont exceptionnellement ouverts sur place, à Calais et Dunkerque. « *Mais que la nuit* », regrette le président de Salam. Les migrants n'y vont pas toujours, parce que c'est le moment où ils tentent de passer. Et « *ils ont au moins autant besoin de s'abriter de ces températures la journée* ». À Dunkerque, « *dans la nuit de dimanche à lundi, certains n'ont pas pu être accueillis alors qu'ils le souhaitaient*. » Dans la nuit de lundi à mardi, 100 places devaient être ouvertes alors que Salam avait servi 400 repas dans la journée.

<https://www.la-voixdunord.fr/1266095/article/2022-12-13/les-migrants-souffrent-le-pere-noel-du-secours-populaire-fait-ce-qu-il-peut>

PARIS

Entre **300 et 400 migrants** sont actuellement dans ce camp qui a surgi ces dernières semaines entre les stations de métro La Chapelle et Stalingrad, dans le 18^e arrondissement. Malgré les démantèlements, dont le dernier en date, le 17 novembre, **ce camp se reforme inlassablement**. Les hommes qui y vivent sont des primo-arrivants à qui on a fait savoir que "La Chapelle" était une étape obligée à leur arrivée à Paris. Le 18^e arrondissement de Paris, où avait été installée jusqu'en 2018 "la bulle", structure d'accueil de migrants financée par la mairie, est connu comme étant un point de chute pour les exilés. Pourtant, rien ne semble plus justifier le fait que cet emplacement soit

privilegié plutôt qu'un autre par les migrants sans-abri, si ce n'est l'habitude et la certitude, pour les Afghans du moins, de **trouver là des membres de leur communauté**. Si l'on est arrivé en Europe dans un autre pays que la France, on est « dubliné » et pour pouvoir déposer une demande d'asile en France, il faut attendre 18 mois, durée durant laquelle la personne n'aura pas d'autres options que de rester à la rue. *"Le fait qu'il n'y ait pas de système de premier accueil oblige ceux qui demandent l'asile à passer par la rue"*, déplore la coordinatrice d'Utopia 56 à Paris, parlant d'une *"situation inhumaine"* et *"insoutenable"*. *"On a l'impression qu'on leur demande d'accepter tout ça sans rien dire. Et, de notre côté, on manque de matériel, comme de tentes et de couvertures, car le camp grossit."* **Les primo-arrivants**, dorment avec ou sans tente, sur un terre-plein en bord de boulevard parisien, où une marée de tentes côtoie des constructions approximatives faites de planches de bois et de toile, le genre de cabanes que l'on voit dans des bidonvilles. *"En France, nous, les Afghans, les Africains, les Arabes, on ne nous considère pas comme des êtres humains. On dort dehors alors que les Ukrainiens ont des appartements et dorment au chaud."* *"En Allemagne, je n'ai jamais été à la rue, on était dans des centres."* Les feux de camp jonchent çà et là le campement, créant des attroupements. *"Un habitant du quartier nous donne du bois"*. *"Il y a quelques nuits, il nous a apporté du charbon."* La veille, plusieurs migrants, révoltés de leur situation, ont bloqué le boulevard de la Chapelle à l'aide notamment de poubelles, pour alerter l'opinion publique sur leur sort, avant d'être dispersés par la police. Vestige de cette action, un matelas tagué de la phrase "We need help" ("On a besoin d'aide") est positionné face à la route, dans l'espoir que les passants le voient.

Aux alentours de ce camp, situé au niveau du 16-18 boulevard La Chapelle, à Paris, des distributions de nourritures sont organisées. À partir de 20h, plusieurs associations, dont Solidarité migrants Wilson, font des distributions de thé et de repas chauds sur le campement. Vers 16h30, du lundi au samedi, des repas chauds sont servis par l'association La Chorba pour tous au 135 boulevard de la Villette, 75010 Paris, à la sortie du métro Jaurès. Des petits-déjeuners solidaires sont distribués tous les matins entre 8h et 10h environ au Jardin d'Eole, situé 56 rue d'Aubervilliers, 75018 Paris.

Apporter un peu de joie dans un sombre quotidien, est le but de l'initiative lancée par l'antenne parisienne de l'association d'aide aux exilés Utopia 56. Samedi 24 décembre 2022, une de ses équipes organise une **distribution de cadeaux sur la place de l'Hôtel de Ville**, à Paris. 'est sur ce lieu que convergent, "tous les jours et toute l'année" en début de soirée, les familles et les femmes seules à la rue. Utopia 56 se charge alors de leur trouver un hébergement pour une ou plusieurs nuits. C'est à l'heure habituelle de la mise à l'abri, vers 18h, qu'aura lieu la distribution. *"Il y aura des jouets et des peluches pour les enfants"*. Celle-ci se terminera aux alentours de 21h. Tous les soirs sur cette place, malgré l'hiver, *"les exilés sans abri sont nombreux à nous demander de l'aide"*. Mercredi 21 décembre 2022, 96 personnes se sont présentées. Toutes ont trouvé **refuge pour la nuit "grâce à la mobilisation citoyenne"** : aux domiciles de particuliers, dans des paroisses ou des lieux alternatifs. *"Mais aucun endroit 'officiel', mis à disposition par l'État ou la mairie"*.

Un homme qui avait été placé en détention provisoire pendant un an pour avoir agressé deux migrants, soudanais et érythréen, avec un sabre, a **tué deux hommes et une femme** (dont un artiste et réfugié politique) près d'un **centre culturel kurde** dans le 10e arrondissement de Paris, vendredi 23 décembre 2022. Cinq des six victimes sont de nationalité turque, la dernière de nationalité française. Une information judiciaire a été ouverte lundi pour assassinat et tentative d'assassinat en raison de la race, l'ethnie, la nation ou la religion, ainsi que pour acquisition et détention non autorisées d'arme. Il a été mis en détention. Ce conducteur de train retraité de 69 ans a déclaré avoir agi parce qu'il était "raciste", il a *"toujours eu envie d'assassiner des migrants, des étrangers"*. Il était l'agresseur présumé de l'attaque du campement de migrant en 2021 (voir les précédentes lettres) et avait été mis en détention provisoire, après avoir été mis en examen en décembre 2021 pour violences volontaires. L'attaque de vendredi a bouleversé la communauté kurde de France. Plusieurs manifestations organisées par les associations kurdes et anti-racistes

(SOS Racisme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, et la Ligue des droits de l'homme) ont eu lieu dès samedi 24 décembre 2022 à Paris, Marseille et Bordeaux, afin de réclamer justice au lendemain de l'attaque. Plusieurs centaines de personnes se sont à nouveau réunies lundi à la mi-journée sur les lieux de l'attaque, rue d'Enghien à Paris. Des fleurs et des bougies ont été déposées aux côtés des photos des victimes, posées à l'endroit où elles ont été tuées vendredi.

RENNES

Elle était arrivée en juin à Rennes avec 200 tableaux et dessins entassés dans sa voiture pour toute fortune. le résumé de plus de vingt ans de travail en tant que **marchande d'art**, laissant derrière elle **son homme à Kiev et ses enfants en Pologne**. Mais ce n'est pas facile d'exposer, quand on ne parle pas encore français, mais en anglais. Cependant elle a pu exposer à Pont-Aven à la pension de famille-librairie Gloanec, qui conserve encore le souvenir de passage du peintre Gauguin. Elle a exposé une cinquantaine de portraits et dessins issus de la partie orientale de l'Ukraine qui a été envahie par la Russie. Elle a versé une partie des ventes à une association de réfugiés, déplacés au sein de l'Ukraine. Son fils de 18 ans qui étudiait le design graphique en Pologne l'a rejointe et a suivi une formation de crêpier. « **Il a beaucoup d'ambition pour l'avenir. Il aimerait devenir styliste et pourrait rester à Rennes, une ville très riche culturellement.** » Elle part d'ailleurs pendant trois semaines à Kiev pour les fêtes. Son mari, sa mère sont là-bas, sains et saufs pour l'instant. Mais la situation est très difficile entre bombardements, coupures de chauffage et guère plus de deux heures d'électricité par jour. Elle cherche toujours un lieu pour exposer à Rennes. Pour l'heure hébergée dans le studio d'une amie, elle espère aussi trouver une location à Rennes. En attendant de pouvoir retourner en Ukraine.

SABLES-D'OLONNE

Plus d'une soixantaine de personnes étaient rassemblées, vendredi 16 décembre 2022, devant le collège Pierre-Mauger aux Sables-d'Olonne pour soutenir une **famille géorgienne** menacée d'expulsion : Giorgi 12 ans, scolarisé à Pierre-Mauger, Alexandre 8 ans qui a intégré l'école du centre, leur petite sœur Nathalie âgée d'un an, et leurs parents. « **Malheureusement, leur demande d'asile a été déboutée car la Géorgie est considérée comme un pays sûr.** La famille, hébergée en Centre d'accueil pour demandeur d'asile, doit donc quitter son hébergement et la France. La famille se retrouve donc en situation irrégulière. Elle risque la mise en application de son expulsion ordonnée par la préfecture. « Lundi, ils ont vu débarquer les policiers à leur domicile à l'aube. Mais la petite d'un an n'était pas sur leur liste. Ils ont donc été laissés sur place. Sinon c'était l'aéroport direct ». Les personnes se sont mobilisées à l'appel des professeurs des enfants prévenus de la situation de la famille par des travailleurs sociaux. « Elle est très discrète et elle ne nous aurait pas alertés ». Un membre du Mouvement pour la paix, explique : « En moins de 24 heures on a réussi à réunir autant de monde. C'est vraiment un signal fort. Maintenant nous allons solliciter un rendez-vous en urgence avec le sous-préfet des Sables-d'Olonne afin de suspendre la procédure d'expulsion... »

SAINT-SULPICE-LA-FORET

La petite commune de 1 500 habitants a décidé d'offrir un **accueil temporaire d'une famille d'exilés** pendant la trêve hivernale, en repoussant la vente d'un local qui était normalement prévu au budget 2022. EN effet, la question de l'accueil de demandeurs d'asile était au programme du dernier conseil municipal de l'année 2022. Lundi 19 décembre 2022, les élus de Saint-Sulpice-la-Forêt (Ille-et-Vilaine) se réunissaient pour le dernier conseil municipal de l'année. La question d'actualité portait sur l'hébergement d'une famille exilée avec deux enfants en bas âge, logée provisoirement dans une caravane, prêtée par une famille de la commune. Les personnes logées dans notre commune ne sont pas des migrants sulpiciens ou des migrants métropolitains, ce sont des personnes dont **l'État ne traite pas les situations** ».

TESSY-BOCAGE (MANCHE)

Pour fêter son 20e anniversaire, samedi 3 décembre 2022, le réseau bas-normand des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam) a choisi la ferme du Rouvray, à Fervaches, qui fait partie de Tessay-Bocage, dans la Manche. Un, **jeune Ivoirien, devenu ouvrier agricole**, était l'invité d'honneur de ce rendez-vous durant lequel il a retracé son parcours de migrant et son cursus scolaire depuis son arrivée dans la commune. Cela fait cinq ans, qu'il est employé par les frères Gosselin, exploitants agricoles. Aidés de leurs épouses, ils ont étroitement participé à faciliter son accueil.

https://saint-lo.maville.com/actu/actudet_-de-la-jungle-de-calais-a-tessay-bocage-ce-migrant-est-devenu-ouvrier-agricole-_fil-5562011_actu.Htm

MANCHE

Les secours britanniques et français sont intervenus tôt, ce mercredi 14 décembre 2022, sous des températures très basses, mais ils ne sont pas parvenus à sauver l'ensemble des passagers d'un canot de migrants qui a chaviré durant la traversée vers le Royaume-Uni. Au moins quatre personnes sont mortes, dont un adolescent, et 43 autres ont été secourues, dont certaines après avoir été repêchées des eaux glaciales de la Manche. Leur nationalité n'a pas encore été communiquée. Les médias britanniques ont indiqué plus tôt dans la journée que 30 de ces 43 rescapés étaient tombés par-dessus bord, ce qui fait craindre une augmentation du nombre de morts. En effet, avec le froid, le temps de survie dans l'eau est beaucoup plus faible et le risque d'hypothermie mortelle est très élevé. Un porte-parole du gouvernement britannique a souligné que les autorités britanniques avaient été alertées à 03h05 GMT (4h05 heure française). Des bateaux et des équipes de sauvetage de plusieurs villes du Sud-Est de l'Angleterre ont été mobilisés ainsi que deux hélicoptères britanniques. Les services d'ambulances britanniques ont indiqué avoir été contactés par les garde-côtes vers 3h40 GMT et heure anglaise (4h40 heure française), après des signalements suggérant qu'une embarcation était en difficulté au large de Dungeness, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Douvres dans le Kent. Agé d'à peine 19 ans, Ibrahima Bah sera jugé le 16 janvier 2023 par la justice britannique, qui le soupçonne d'avoir conduit l'embarcation. Lundi 19 décembre 2022, le jeune homme a été présenté une première fois au tribunal de première instance de Folkestone, qui l'accuse d'avoir "*facilité le passage illégal d'étrangers sur le territoire britannique*". Il a plaidé "non coupable". Ce qui transfère la procédure devant la Cour de la Couronne de Canterbury, celle-là même qui le jugera en janvier 2023. Porter devant la justice les conducteurs de petits bateaux est inédit au Royaume-Uni.

La préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord a envoyé d'importants moyens : un hélicoptère, le patrouilleur des garde-côtes et le bâtiment hydrographique Lapérouse de la Marine nationale pour cette opération de sauvetage au large des côtes britanniques, dont la coordination est assurée par le centre de coordination des secours maritimes (MRCC, Maritime rescue coordination center) de Douvres. Des bateaux de pêche français étaient également mobilisés, et des pêcheurs ont aperçu "*des corps qui flottent*". L'association d'aide aux migrants Utopia 56, qui donne toujours un numéro à joindre en cas de naufrage en plus de celui des secours, a été appelée bien plus tôt, à 2h53 (1h53 GMT), par un message vocal avec une localisation d'un bateau en détresse dans les eaux françaises. On n'est pas sûr que le message provenait du même petit bateau. Mais "*A 3h40 (2h40 GMT), les garde-côtes français nous ont dit que c'étaient les Anglais qui s'en chargeaient*", a indiqué un responsable d'Utopia 56, soulignant la dangerosité des traversées effectuées en hiver. "*Le risque d'hypothermie suivi de la mort est extrêmement grand. Quand il y a ce genre de drame, on n'a pas le luxe d'attendre pour intervenir.*"

Quatre-cent-une personnes ont encore été détectées, dans huit bateaux, par les autorités

britanniques pour la seule journée de mercredi 14 décembre 2022.

166 migrants ont tenté la traversée de la manche vers le Royaume-Uni entre vendredi 16 décembre au soir et samedi 17 décembre 2022, ces personnes ont été secourues en mer, à bord d'embarcations de fortune, a annoncé la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord. Les sauvetages se sont déroulés en plusieurs temps. Quelque 50 personnes, qui voyageaient à bord de la même embarcation "*en difficulté*" au large du Pas-de-Calais, ont été secourues par un navire de la Marine nationale et ramenées au port de Calais. 31 autres naufragés dans la même zone qui ont ensuite été déposés au port de Boulogne-sur-Mer. Au large de Calais, ont été récupérés et ramenés à quai 45 autres migrants qui appelaient à l'aide. Enfin, 40 personnes, en difficulté au large de Oye-Plage ont été secourus. Tous ont été pris en charge par les pompiers et la police aux frontières, par des températures glaciales, restées négatives une partie de la journée samedi dans le département.

MÉDITERRANÉE

FRONTEX ET LES GARDE-COTES LIBYENS

Lundi 12 décembre 2022, l'ONG Human Rights Watch, dans un rapport sur les interceptions de migrants en mer, au large de la Libye, estimant qu'elles étaient facilitées par Frontex qui se rendrait ainsi "complice" des abus perpétrés en Libye. "*En alertant les autorités libyennes sur des embarcations transportant des migrants, sachant que ces migrants seront renvoyés vers des traitements atroces, et malgré d'autres options, Frontex se rend complice de ces abus*". "*Alors que Frontex soutient que la surveillance aérienne sauve des vies, les preuves recueillies par Human Rights Watch et Border Forensics démontrent qu'elle est au service de l'interception d'embarcations par les forces libyennes, plutôt que du sauvetage par des organisations de secours civiles ou des navires marchands également présents dans la zone*". "*La rhétorique de Frontex sur le sauvetage de vies restera tragiquement vide de sens, tant que cette agence n'utilisera pas la technologie et les informations à sa disposition pour s'assurer que les personnes soient secourues rapidement et puissent débarquer dans des ports sûrs*." Cette stratégie, n'a pas eu d'"*impact probant*" sur la baisse du nombre de morts en mer, contrairement à l'argument avancé par Frontex. En revanche, elle a engendré une augmentation des interceptions par les garde-côtes libyens. En 2021, Frontex a facilité des opérations qui ont entraîné le retour forcé d'environ 10 000 personnes : près d'un tiers des plus de 32 000 personnes débarquées en Libye. Une fois de retour en Libye, les migrants sont envoyés dans des centres de détention où les violences physiques sont courantes. Des groupes armés n'hésitent par ailleurs pas à kidnapper des exilés en pleine rue ou dans leur appartement, et à filmer les tortures infligées dans le but d'extorquer de l'argent à leurs proches. Le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains (ECCHR) estime que la politique européenne de soutien aux garde-côtes libyens chargés d'intercepter les exilés en Méditerranée puis de les ramener en Libye a rendu plusieurs responsables européens indirectement responsables des violences et exactions subies par les migrants dans le pays. En août 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) comptabilisait près de 680 000 migrants présents en Libye ; ils espèrent y trouver un moyen de rejoindre l'Europe, mais la plupart se retrouvent coincés dans un cercle vicieux d'extorsion, de détention et même d'esclavage. Environ 100 000 migrants ont été interceptés au large des côtes libyennes et renvoyés dans le pays depuis 2017, date de la signature d'un accord entre la Libye et l'Italie pour lutter contre l'immigration illégale. L'Union européenne (UE) a versé depuis 2015 plus de 500 millions d'euros au gouvernement de Tripoli pour l'aider à freiner les départs de migrants vers l'Europe ; tout en ayant reconnu que les autorités libyennes ont eu recours à un "usage excessif de la force" envers les migrants et que certaines interceptions en Méditerranée ont été menées à l'encontre de la

réglementation internationale.

SEA EYE 4

Il a été autorisé à débarquer 60 migrants dans le port de Livourne à plus de 300 km au nord de Rome.

LIFE SUPPORT

Il a été autorisé à débarquer 70 migrants dans le port de Livourne à plus de 300 km au nord de Rome.

OCEAN VIKING

Il a secouru 113 personnes en mer Méditerranée pour sa première opération après son accostage en France en novembre 2022. Les migrants ont été secourus dans la nuit de lundi à mardi 27 décembre 2022, dans les eaux internationales dépendant de la zone de recherche et de secours maltaise, proche de la zone libyenne. Ils se trouvaient sur "une embarcation pneumatique noire surchargée, dans l'obscurité totale". "23 femmes, dont certaines sont enceintes, une trentaine de mineurs non accompagnés et trois bébés dont le plus jeune n'a que trois semaines" ont été pris en charge à bord du navire par des membres de l'ONG ainsi que de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Il "continue de patrouiller" et "il est encore trop tôt" pour savoir où il pourra débarquer les personnes secourues.

UNION EUROPÉENNE

AU BOUT DE LA ROUTE DES BALKANS : ALLEMAGNE ET SUISSE

Partis de Turquie, les migrants, syriens et afghans pour la plupart mais aussi des exilés tunisiens ou marocains, remontent ensuite vers l'Europe du Nord via la Bulgarie, la Macédoine du Nord, la Serbie, et la Hongrie. Pour arriver en Suisse, en Allemagne ou en Autriche. La Suisse et l'Allemagne font partie des pays prisés par les migrants qui empruntent la route des Balkans occidentaux. Cette année, cette voie migratoire a connu un regain des passages : près de 130 000 entrées irrégulières y ont été comptabilisées par Frontex. Depuis le mois d'août 2022 surtout, face à l'arrivée de nombreux migrants, la Suisse est confrontée à un manque d'hébergement pour accueillir les nouveaux demandeurs d'asile. Plus de 800 requérants déposent leur dossier chaque semaine. Et ils ont été plus de 3 000 pour le seul mois d'octobre 2022. **La Suisse et l'Allemagne ont choisi** de faire front commun. Mardi 13 décembre 2022, les deux pays se sont accordés sur **un plan d'action de lutte contre la migration irrégulière**, à l'issue d'une rencontre, à Berlin, entre la ministre allemande de l'intérieur et la conseillère fédérale. *"Il est important que chaque pays fasse sa part, mais sans une coordination internationale et une concertation entre voisins, on ne peut pas combattre efficacement la migration irrégulière"*. L'Allemagne a marqué sa volonté de maintenir les frontières ouvertes entre la Suisse et l'Allemagne – pour des raisons économiques notamment - des contrôles plus réguliers sont tout de même prévus dans les trains qui traversent les deux pays, par des patrouilles mixtes. Des *"opérations de recherche communes dans la zone transfrontalière"* seront aussi intensifiées *"pour contrer les passeurs et empêcher des migrations secondaires"*. Des évolutions sont également à prévoir du côté du **système d'asile**. Ainsi, dans les deux pays, *"les demandes de ressortissants d'États avec un faible taux de reconnaissance de la qualité de réfugié sont traitées en priorité, dans des procédures accélérées"*. *"La Suisse et l'Allemagne veulent éviter que les migrants sans besoin de protection ne surchargent les systèmes d'asile"*. Les requérants déboutés, eux, seront *"systématiquement renvoyés"*. Au niveau européen, le plan d'action prévoit la participation accrue des deux États signataires dans les procédures de retour communes aux pays de

l'espace Schengen. *"Il s'agira aussi d'accélérer les transferts Dublin et de les rendre à nouveau possibles vers tous les États Dublin, de sorte que la procédure d'asile puisse être menée à son terme dans l'État responsable"*. La mise en œuvre du plan d'action bilatéral sera évaluée début 2023 par les deux États qui pourront, au regard des résultats obtenus, y apporter des mesures complémentaires.

MECANISME DE SOLIDARITE EN EUROPE

Lundi 19 décembre 2022, 48 demandeurs d'asile, originaires de Syrie et d'Afghanistan, se sont envolés pour l'Allemagne depuis **Chypre** dans le cadre du mécanisme de solidarité de l'Union européenne (UE). Ils sont relogés en **Allemagne**. Ce transfert a été organisé *"en coopération avec l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA), la Commission européenne, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et les autorités allemandes"*, ont précisé les autorités chypriotes. *"C'est la première relocalisation dans mon pays"*, a réagi l'ambassadrice de l'Allemagne à Chypre. *"Mais ce n'est que le début, car l'Allemagne veut prendre plus de personnes éligibles bientôt dans le but de décharger Chypre."* Au total, 500 migrants doivent bénéficier de cette relocalisation, censée alléger l'île de Chypre. Ces transferts *"contribuent à répondre aux défis de la migration auxquels font face les pays de la Méditerranée, et en particulier Chypre"*, s'est félicité le ministre chypriote de l'Intérieur.

FRONTEX

Hans Leijtens a été nommé, mardi 20 décembre, nouveau directeur exécutif de l'agence européenne des garde-frontières Frontex, pour un mandat de cinq ans. Il est actuellement commandant de la gendarmerie royale néerlandaise, depuis 2019. Il a occupé plusieurs hauts postes de direction au sein du ministère néerlandais de l'Intérieur, et a ainsi été amené à gérer la police aux frontières de son pays. D'un profil plutôt sécuritaire, il a, par le passé, servi en Afghanistan. Le Néerlandais était en concurrence avec deux candidates : d'un côté, Terezija Gras, l'actuelle secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur en Croatie. De l'autre, Aija Kalnajala responsable par interim. Hans Leijtens a été membre du conseil d'administration de Frontex entre 2011 et 2015, puis entre 2019 et 2022. Il était donc au cœur du réacteur lors des révélations de scandales émaillant le mandat de Fabrice Leggeri. L'OLAF avait longuement enquêté sur les activités de Frontex en Grèce en 2020. À la suite de ces investigations, un rapport, divulgué en avril 2022 dans la presse, révélait que Frontex n'avait pas traité correctement des preuves de refoulements d'exilés aux frontières maritimes et terrestre de la Grèce, allant jusqu'à les dissimuler. Or, ces "pushbacks" sont contraires au droit international et européen. C'est suite à ces révélations que Fabrice Leggeri avait fini par démissionner. Plus récemment, d'autres scandales ont entaché la réputation de l'agence. Mi-décembre, Human Rights Watch a accusé Frontex de "complicité" avec les abus perpétrés par les garde-côtes libyens dans l'interception de migrants en mer, grâce aux avions et drones de l'agence qui sillonnent la Méditerranée centrale. En décembre 2022, une enquête du Monde et d'un consortium de journalistes européens a révélé un lieu de détention illégal utilisé par les garde-frontières bulgare pour retenir des migrants à proximité de la frontière turque. Frontex dément être au courant, mais l'agence est sous le feu des projecteurs sur cette affaire également. Hans Leijtens débute son mandat avec des enjeux forts autour de la route des Balkans, redevenue la principale voie migratoire vers l'UE avec une augmentation de 170 % des arrivées sur les dix premiers mois de 2022 par rapport à l'année dernière. Près de 130 000 personnes ont été contrôlées sur la route depuis le début de l'année 2022, et 22 300 tentatives de passage ont été enregistrées par Frontex en octobre. C'est trois fois plus qu'il y a un an. L'agence déploie actuellement 18 opérations coordonnées avec les États-membres dans l'Union européenne, mais aussi en dehors, comme en Moldavie. Pas moins de 2 350 membres du contingent permanent sont actuellement en exercice.

ALLEMAGNE

Les africains se **sentent bien accueillis en Allemagne**. *"C'est très agréable de vivre en Allemagne", "Pour une vie en Europe, je pense que l'Allemagne est le meilleur choix", "Je me sentais bien accueillie dans la plupart des endroits, mais après plusieurs années, j'ai réalisé que c'était parce que je maîtrisais la langue. L'un des plus grands avantages de la vie en Allemagne est assurément la liberté de mouvement dont elle ne bénéficierait pas en tant que femme en Afrique du Sud. "J'apprécie vraiment de sortir et de pouvoir être dans la rue en sachant que je suis réellement en sécurité, même si je rentre tard à la maison sur mon vélo". « il y a plus de possibilités pour travailler » qu'en Italie.*

Socialement, c'est plus difficile. *"Dès qu'ils voient un homme noir, ils [les Allemands] pensent que vous devez être stupide, " " la plupart d'entre eux, quand ils voient un homme noir, ils pensent automatiquement que c'est soit un réfugié, soit un dealer". "Ils ont un mauvais état d'esprit vis-à-vis des Noirs". "Ils les voient comme de mauvaises personnes". "Les gens me regardaient d'une manière étrange. Je le remarquais mais je ne me sentais pas pour autant bizarre ou ridicule"*

Mais il faut **affronter la bureaucratie** pour obtenir ses papiers et un permis de travail, l'apprentissage de l'allemand a été *"très, très difficile"*, la police arrête souvent les africains pour voir leurs papiers. L'Allemagne rend tortueuse les procédures de demande d'asile, notamment pour les Érythréens ; *"Il y a beaucoup, beaucoup de travail en Allemagne," "Mais ceux qui n'ont pas les papiers nécessaires ne peuvent pas travailler. Cela n'a pas de sens."*

Il devient alors plus **facile** pour ceux qui sont déjà ici de **travailler**. Mais avant de demander l'asile en Allemagne, il faut savoir que le système **de regroupement familial ne fonctionne pas**, sauf pour les réfugiés reconnus comme tels qui peuvent faire venir leur partenaire et leurs enfants en Allemagne.

Dans le cadre de **sa réforme sur l'immigration**, le Parlement allemand a aussi adopté un projet de loi visant à réduire les obstacles bureaucratiques du système d'asile. Ce projet permet aux personnes qui ont vécu en Allemagne pendant au moins cinq ans avec un permis de "séjour toléré" d'obtenir la résidence permanente. Le gouvernement actuel a promis d'autoriser les citoyennetés multiples.

AUTRICHE

Ces derniers mois, la pénurie de logements pour les demandeurs d'asile en Autriche est devenue critique, en partie parce que le nombre de personnes qui sont entrées dans le pays pour demander une protection a augmenté. Au cours des neuf premiers mois de 2022, les autorités ont enregistré 71.885 demandes d'asile, contre environ 40.000 sur l'ensemble de l'année dernière. L'Autriche accueille également plus de 85.000 réfugiés en provenance d'Ukraine. Un conseiller municipal de Traiskirchen (au sud de Vienne) où se situe le centre de demandeurs d'asile en Autriche, (construit à l'origine pour abriter 400 personnes), estime que le gouvernement conservateur, utilise les demandeurs d'asile à des fins politiques. Chaque nuit des migrants sont bloqués, devant le centre, ce qui s'explique par le fait que la police de Wels, à 200 kilomètres à l'ouest de Vienne, redirige les demandeurs d'asile vers Traiskirchen en sachant que le centre n'a pas la capacité de les accueillir. *"Quand ils viennent à Traiskirchen en fin de soirée ou dans la nuit, ils trouvent des portes fermées et ne peuvent pas entrer. Ils ont donc besoin d'un endroit où rester et nous les prenons également en charge"* indique un bénévole. Le maire de Traiskirchen, a demandé que le "camp" soit fermé et que les demandeurs d'asile soient logés dans des propriétés publiques vacantes ou dans des logements privés. La solution du ministère fédéral de l'Intérieur consiste à loger les migrants sous des tentes. Mais, personne ne semble l'avoir soutenue. Pour les anti-immigrants, les tentes sont le symbole par excellence du fait que le pays est *"submergé par des flots d'étrangers"*, pour les militants de gauche pro-migrants, elles sont inhumaines, surtout en hiver. *"Les tentes ne sont pas la*

*solution". "Pourriez-vous dormir dans une tente avec ces températures ? La réponse est non". Il suffirait pourtant de 4.000 places supplémentaires affirment les partisans des migrants ... et d'un accord entre le ministère de l'Intérieur et les gouvernements régionaux. Mais jusqu'ici, l'impasse se poursuit, le gouvernement fédéral insistant sur le fait que la plupart des régions n'ont pas rempli leurs quotas d'accueil de demandeurs d'asile, tandis que les États et les municipalités soutiennent qu'ils en font déjà assez. À Traiskirchen même, des extrémistes de droite vêtus d'uniformes paramilitaires, ont défilé récemment devant le centre d'accueil, en allumant des torches et en jetant des tracts anti-immigration. Des tracts sur lesquels on pouvait lire "L'avenir de l'Europe n'est PAS de devenir l'AFRIQUE. Nous vous conseillons de rentrer chez vous. L'Autriche n'a pas besoin de vous et ne veut pas de vous" Il existe en Autriche **une majorité "silencieuse"** qui soutient les demandeurs d'asile. Mais de l'autre côté, leurs opposants font de plus en plus de bruit. Des bénévoles interviennent pour aider tous ceux qui restent à l'extérieur du centre à trouver un endroit où dormir. Ils les ont emmenés dans un centre d'hébergement d'urgence qui fournit de la soupe et un lit pour la nuit. Un centre dont l'emplacement est gardé secret pour éviter qu'il ne devienne la cible de militants d'extrême droite. L'un d'eux, charpentier, est arrivé il y a huit ans en Autriche. Réfugié, il est même resté quelques jours dans le centre d'accueil de Traiskirchen. "J'ai reçu de l'aide, et je veux faire de même pour les autres". "Je continuerai à aller là-bas et je ferai cela tous les soirs, avec ma femme et mon cousin", dit-il. "Pourquoi et qui (est responsable) ne m'intéresse pas. Je suis juste là pour aider les gens".*

CHYPRE

La grande majorité des demandeurs d'asile arrivent à Chypre par la Turquie. Après avoir obtenu un visa étudiant, ils prennent un vol pour Ercan, une ville située dans la partie nord de l'île, sous occupation turque. Puis ils traversent la zone tampon. Chypre est en première ligne des arrivées de migrants irréguliers dans l'UE. Nicosie a affirmé que les **demandeurs d'asile représentaient 6 %** de la population totale de l'île, qui s'élève à 915 000 personnes. Un record dans l'UE. 18 345 personnes avaient déposé une demande d'asile à Chypre entre le début de l'année 2022 et le mois d'octobre. Un nombre plus important qu'en 2021 où 13 325 demandes d'asile ont été enregistrées. Au 1er décembre 2022, près de 7 000 personnes avaient été renvoyées vers leur pays d'origine depuis le début de l'année 2022, ce qui représente 70 % des personnes entrées illégalement, a indiqué le ministre de l'intérieur. La hausse comparé 2021 est nette : Chypre avait rapatrié seulement 17 % des migrants arrivés sans autorisation.

ESPAGNE

Amnesty international, a présenté à Madrid, mardi 13 décembre 2022, le rapport de l'organisation sur les **incidents du 24 juin 2022, à Melilla**, où près de 2 000 clandestins, en majorité originaires du Soudan, avaient tenté d'entrer dans l'enclave espagnole, située sur la côte nord du Maroc. "Nous sommes ici aujourd'hui pour faire état d'une tuerie de masse, de disparitions forcées, d'actes de torture, de discrimination et de racisme, d'une violation du principe de non-refoulement. Tout cela sur le sol européen". Les autorités espagnoles et marocaines sont accusées d'avoir "violé" le droit international, et de vouloir "couvrir leurs meurtres" en "dissimulant" la vérité, près de six mois après les faits. L'ONG a recueilli de nombreux témoignages de migrants présents le 24 juin à la frontière entre le Maroc et Melilla et analysé vidéos et images satellites. D'après le rapport tiré de la compilation de ces données, "les méthodes employées par les autorités marocaines et espagnoles (...) ont contribué à **la mort d'au moins 37 personnes**", conclut Amnesty international. Le bilan des autorités marocaines fait, lui, état d'au moins 23 morts. Amnesty assure par ailleurs que 77 migrants sont "toujours disparus" depuis ce drame. Comme Amnesty, des experts indépendants nommés par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU ont remis en question la version officielle des faits, évoquant eux aussi un bilan d'au moins 37 morts. L'ONU a dénoncé le manque de responsabilités concrètes établies, aussi bien en Espagne qu'au Maroc. "Certaines actions des agents espagnols et marocains, comme frapper des personnes immobilisées (...), refuser des soins médicaux d'urgence aux personnes blessés, l'usage répété de gaz lacrymogène contre des

personnes se trouvant dans un espace clos dont elles ne pouvaient s'échapper, peuvent **constituer une violation du droit** à ne pas subir de torture et autres mauvais traitements" selon l'ONG. Deux enquêtes publiées en novembre 2022 par la BBC et le consortium européen de journalistes Lighthouse Reports, avaient dénoncé la brutalité des forces marocaines et questionné l'action des forces espagnoles et conclu à la mort d'au moins un migrant en territoire espagnol, ce que le ministre de l'Intérieur espagnol a nié à plusieurs reprises. Le ministère espagnol de l'Intérieur a "fermement rejeté", les "accusations (...) sans preuve" de torture, qu'il a qualifiées d'"affirmations fausses d'une extrême gravité". En Espagne, le Défenseur des droits qui enquête, lui aussi, sur ces faits, a jugé que les explications du ministère de l'Intérieur n'avaient "pas été suffisantes" jusqu'ici. La conclusion prise vendredi 23 décembre 2022 par le parquet qui "n'a pas identifié de signes de délit dans les agissements des agents des forces de sécurité" espagnoles. "On ne peut pas conclure que l'action des agents ait augmenté le risque pesant sur la vie et l'intégrité physique des migrants et on ne peut donc pas les inculper d'homicide involontaire", a déclaré le ministère public. Selon le parquet espagnol, "aucun des agents n'a eu connaissance" de la chute de migrants les uns sur les autres depuis la clôture séparant l'enclave du Maroc "et de ses conséquences fatales", et n'a su "qu'il y avait des personnes en situation de risque qui nécessitaient de l'aide". Les juges précisent toutefois avoir transmis aux responsables des forces de sécurité des éléments pour d'éventuelles poursuites disciplinaires contre des agents suspectés d'avoir jeté des pierres sur des migrants. Ils appellent en outre les autorités espagnoles à "mettre en œuvre les mesures nécessaires" afin que les migrants puissent déposer des demandes d'asile en bonne et due forme et n'aient plus à tenter de franchir la frontière illégalement.

Mercredi 14 décembre 2022, les avocats **d'un jeune Soudanais, qui a survécu au drame de Melilla du 24 juin 2022**, ont déposé une **demande d'asile à l'ambassade d'Espagne, à Rabat**, au Maroc. Ni le ministère espagnol de l'Intérieur, ni celui des Affaires étrangères, n'ont confirmé la réception de cette demande, invoquant le droit au respect de la vie privée. L'objectif est que ce jeune homme, "qui réunit tous les critères légaux pour que l'Espagne lui accorde l'asile, ait accès à la procédure de protection internationale et soit transféré en Espagne de manière immédiate et sûre, étant donné le risque qui pèse sur sa vie". Ce Soudanais de 24 ans, contraint de fuir son pays en conflit, est arrivé au Maroc après quatre années de voyage itinérant durant lesquelles il a subi des "traitements inhumains". Il vit dans la rue au Maroc depuis près de six mois. Selon ses avocats, au cours de cette tentative de pénétrer dans l'enclave espagnole de Melilla, il a été "frappé par les forces de sécurité marocaines et déplacé de force à plus de 600 kilomètres de la frontière".

L'ONG Caminando fronteras a présenté, lundi 19 décembre 2022, son rapport sur les exilés morts et disparus sur cette route entre 2018 et 2022. Depuis 2018, ce sont **11 286 migrants qui sont morts ou ont disparu en tentant de rejoindre l'Espagne par voie maritime ou terrestre**. Les corps de la majorité de ces personnes n'ont pas été retrouvés. **47 migrants morts** en tentant d'entrer dans les enclaves espagnoles de **Ceuta et Melilla**. En 2022, Caminando fronteras a comptabilisé 2 154 décès entre le 1er janvier et 30 novembre 2022, et 4 639 en 2021. L'Espagne demeure néanmoins l'un des principaux points d'entrée de l'immigration clandestine en Europe.

L'un des gagnants de la traditionnelle loterie de Noël espagnole, dévoilés jeudi, est un Gambien de 27 ans, résidant en Catalogne et arrivé en Espagne après une traversée de la Méditerranée en 2017. Le jeune homme, qui dispose de papiers en règle dans le pays, a remporté 125 000 euros. Le jeune homme a passé une partie de son adolescence au Mali, relate encore le site d'informations, puis a pris le chemin de l'Europe "en bus". Au cours de son exil, il a traversé le Burkina Faso, le Ghana, le Cameroun, le Nigéria, l'Algérie, le Maroc puis la Libye, avant d'embarquer sur un bateau à travers la Méditerranée. Sa participation à la loterie de jeudi était une grande première pour Ibrahim. Il avait été encouragé par un ami, un Gambien également, arrivé pour sa part en Espagne à l'âge de 12 ans. Ce dernier aussi fait partie des gagnants.

ITALIE

Une **petite fille de 2 ans est morte**, dimanche 18 décembre 2022, quelques heures après avoir été secourue en mer par des garde-côtes italiens. L'enfant se trouvait sur un bateau avec sa mère et 43 autres personnes. L'embarcation était partie de Sfax, en Tunisie, et se trouvait à 10 miles nautiques de l'île italienne de Lampedusa lorsqu'elle s'est retournée. Les raisons qui ont causé cet accident sont inconnues. Deux des enfants qui se trouvaient à bord de l'embarcation ont été retrouvés souffrant du syndrome de la noyade. Ils ont tous deux été pris en charge par des médecins à bord du navire des garde-côtes. L'un des deux a été réanimé mais la petite fille de deux ans n'a pas pu être sauvée. À leur arrivée à Lampedusa, certains des 43 rescapés souffraient de blessures et de brûlures. Ils ont été hospitalisés dans une clinique de l'île pour y être soignés. Les personnes ont indiqué avoir payé 2 500 dinars pour effectuer la traversée.

L'Italie a constaté cette année une forte augmentation des entrées sur son territoire par la mer, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, avec 88 100 personnes arrivées sur ses côtes depuis le 1er janvier contre respectivement près de 56 000 et 30 400 sur la même période de 2021 et 2020, années de la crise sanitaire. À la mi-novembre, le maire de Lampedusa, a écrit à la première ministre pour demander une réunion d'urgence. *"Je ne cesse de recevoir des appels de la police pour m'informer de la présence de cadavres. J'ai l'impression d'assister à un bulletin de guerre et ce qui m'inquiète, c'est que cela devient quotidien, dans l'indifférence de l'Europe"* se plaignant d'une aide financière insuffisante pour assumer de porter assistance aux migrants dans ces conditions. Les jeunes Égyptiens et Tunisiens qui cherchent à rejoindre l'Union européenne pour y trouver des opportunités d'emploi se mêlent aux Subsahariens qui fuient également ces pays sans débouchés, après être souvent passés par la Libye et y avoir endurer de graves mauvais traitements.

Certains observateurs voient une volonté du gouvernement actuel de décourager les navires humanitaires en leur imposant des trajets de plus en plus longs vers le port d'arrivée avec des rescapés à bord : Gioia Tauro en Calabre et Livourne, alors que les navires étaient proches de Lampedusa.

Un **migrant marocain est mort d'asphyxie** à la suite d'un incendie **dans le centre de rétention de Restinco**, à Brindisi, dans la région des Pouilles. Le feu a été déclenché sur un matelas par un autre exilé vers 13h30 lundi 19 décembre 2022, pour protester contre les conditions de vie dans la structure. *"En état d'ébriété"*, la victime âgée de 38 ans *"a été surprise dans son sommeil"* et *"n'a pas eu la force de se lever"* pour s'extirper de sa chambre. Ce jour-là, les pompiers étaient déjà intervenus plus tôt dans la matinée pour maîtriser d'autres départs de feu, de moindre ampleur. Un Tunisien et un Géorgien ont été interpellés. *"Tous deux sont accusés d'avoir causé la mort du ressortissant marocain"*. *"Après interrogatoire, ils ont été écroués à la prison à Brindisi."* Un citoyen gambien, qui a allumé un autre feu ce jour-là, ainsi qu'un Égyptien et un Cap-Verdien, qui ont résisté aux forces de l'ordre, ont aussi été appréhendés. Au lendemain de la mort du citoyen marocain, une trentaine d'associations ont demandé une rencontre avec le préfet de Brindisi, afin de *"vérifier que les conditions de détention sont conformes aux dispositions du règlement"*. *"Les étrangers doivent être détenus de manière à assurer l'assistance nécessaire et le plein respect de leur dignité"*, différents rapports d'observateurs dépeignent une tout autre réalité. Une récente étude du Défenseur national des droits des personnes privées de liberté dénonce la *"vétusté de ces structures"* fermées pour migrants, ainsi que *"la non-application systématique des règles, l'absence de protocoles entre les instances dirigeantes et administrations des centres, l'isolement total de ces structures du territoire, et l'absence de toute activité dédiée aux admis"*. Une organisation d'anciens combattants antifasciste, a déploré *"les conditions de vie absurdes"* des Centres, qu'elle assimile à *"de véritables camps de concentration"*. *"Nous le répétons : ces centres doivent fermer immédiatement. La vie doit être garantie pour tous. La dignité doit être rendue à tous."*

GRECE

Quatre ressortissants turcs ont été arrêtés pour suspicion de trafic de migrants, après qu'un bateau avec près de 100 personnes à bord a été trouvé en détresse au large de l'île de

Kea, près d'Athènes, ont annoncé les autorités grecques vendredi 16 décembre 2022. Selon les garde-côtes, ces quatre personnes faisaient partie de ce groupe de 97 passagers trouvés jeudi. Parmi les autres passagers figuraient 32 hommes, 22 femmes et 39 mineurs. Tous les rescapés, originaires d'Égypte, d'Afghanistan, de Syrie, de Somalie, d'Israël et d'Irak, ont été menés sur la partie continentale de la Grèce. Le bateau était parti d'Izmir, en Turquie, et avait pour destination l'Italie. Chaque migrant avait payé 8 000 euros pour la traversée. La Grèce, l'une des principales portes d'entrée en UE pour ces populations, se montre ferme face aux arrivées sur ses côtes. Le pays applique notamment des mesures très strictes à l'encontre de ceux qui sont soupçonnés d'être des passeurs. Des milliers de demandeurs d'asile croupissent d'ailleurs dans les geôles grecques pour trafic de migrants. Certains sont condamnés à des peines exagérément longues, comme par exemple 50 ans ou 146 ans de prison ! Les peines de prison à rallonge ne sont pas rares. Les histoires sont, d'ailleurs, souvent les mêmes : des procès sur la base d'un unique témoignage provenant de garde-côtes, pas d'enquête poussée, des migrants qui disent être forcés de prendre le contrôle du bateau au risque de tomber dans l'eau, voire même qui réfutent avoir conduit le canot.

Lors d'une opération de secours vendredi 16 décembre 2022 vers midi, au large de Lesbos, les garde-côtes grecs ont découvert le **corps inerte d'un petit garçon âgé de deux mois**. Trente hommes, femmes et enfants ont pu être secourus lors de cette opération de sauvetage selon le dernier bilan des garde-côtes. Leur canot pneumatique aurait heurté des rochers dans la zone de Fara. Les équipes de Médecins sans frontières (MSF), présentes sur zone, donnent une version légèrement divergente des faits. L'ONG affirme avoir reçu une alerte de la part de 34 personnes, et non 30, et leur avoir fourni une assistance médicale et psychologique. *"Lorsque nous avons réussi à joindre le groupe, nous avons trouvé des personnes complètement choquées par la mort du bébé et par la terrible expérience qu'elles ont vécue"*. L'ONG déplore avoir été freinée dans son intervention par les autorités grecques. En chemin vers les rescapés, juste après avoir reçu l'alerte, une équipe de MSF a en effet été **bloquée "pendant près de deux heures"** par la police grecque. *"Une autre équipe a été arrêtée par les garde-côtes helléniques"*. *"Nous ne saurons jamais si ces deux heures nous auraient permis de sauver la vie du bébé"*. Enfin, d'après les témoignages recueillis par l'ONG, **16 autres personnes auraient réussi à débarquer sur l'île de Lesbos**. Parmi elles se trouveraient **la mère du nourrisson**. Toutes ces personnes sont actuellement portées disparues.

Un **deuxième corps de nourrisson** retrouvé en Grèce en moins d'une semaine. Mercredi 21 décembre 2022, la police portuaire de Lesbos a indiqué avoir retrouvé le corps d'un bébé "en décomposition avancée" sur la côte sud de cette île grecque de la mer Égée. Retrouvé sur "la côte d'Agios Ermogenis, dans le sud de l'île, le corps a été transféré dans l'hôpital de Mytilène où une autopsie doit être effectuée", selon les garde-côtes.

LETTONIE

Un homme afghan, arrivé gelé en Lettonie avec un compagnon de route, est décédé dans un hôpital quelques heures plus tard, ont annoncé les autorités du pays mardi 20 décembre 2022. Les deux hommes avaient traversé la frontière entre la Biélorussie et la Lettonie ce lundi. À cette période de l'année, les températures y dégringolent facilement en-dessous de zéro, la nuit. Les garde-frontières lettons, sur place au moment du franchissement, ont déclaré que des groupes avaient fait passer ces deux ressortissants afghans à travers la clôture qui marque actuellement la frontière entre la Lettonie et son voisin biélorusse. Le chef des garde-frontières a réagi à cette situation en dénonçant, dans un communiqué, une **"très forte implication des autorités biélorusses dans l'organisation du trafic transfrontalier de migrants"**. Plusieurs migrants interrogés *"témoignent avoir été l'objet de retours forcés répétés entre la Lettonie et la Biélorussie, parfois plusieurs fois par jour et sur plusieurs mois"*. Amnesty International a mis en lumière, dans un rapport, les abus subis par les exilés dans cette région. Elle affirme qu'adultes et enfants y sont **détenus arbitrairement, dans des sites tenus secrets** au cœur des forêts, puis renvoyés en

Biélorussie. Nombre d'entre eux subissent des violences physiques. *"Ils les ont violemment repoussés en Biélorussie, où ils n'ont aucune chance de demander protection. Ces actions n'ont rien à voir avec la protection des frontières et constituent des violations éhontées du droit international et européen"*.

LITUANIE

Un mur de 4 mètres de hauteur, avec 60 centimètres de fils barbelés, et un système de vidéosurveillance vient d'être achevé entre la **Lituanie et la Biélorussie**. Il s'étend sur près de 550 kilomètres, tout le long de la frontière entre ces deux pays. Ce mur est une réponse à l'augmentation des traversées de la frontière depuis la Biélorussie, porte d'entrée de l'Union européenne. En tout, 4 200 personnes seraient arrivées illégalement en Lituanie entre fin 2021 et fin 2022. Le mur fait l'objet **de dégradations par les garde-frontières biélorusses** depuis le début de la construction. Ce durcissement de la frontière est commun aux autres pays voisins de la Biélorussie, comme la Pologne et la Lettonie, également concernés par cette pression sur les routes migratoires. En juillet, le Premier ministre polonais avait lui aussi inauguré un mur de près de 5 mètres de haut le long de la frontière biélorusse. Les garde-frontières lettons, sur place au moment du franchissement, ont déclaré que des groupes avaient fait passer ces deux ressortissants afghans à travers la clôture qui marque actuellement la frontière entre la Lettonie et son voisin biélorusse. Un individu aurait tiré le premier homme allongé sur une civière, à travers un "trou pratiqué dans la clôture" avant de retourner côté biélorusse. Puis, quelques instants plus tard, le second homme aurait été *"poussé sur le territoire letton"*. Les garde-frontières assurent être intervenus directement et s'être aperçu, en interrogeant les deux migrants afghans, que ces derniers montraient des signes visibles d'hypothermie et qu'ils étaient incapables de répondre à leurs questions. Une ambulance a été appelée pour les emmener à l'hôpital de Rezekne, où l'un d'eux est décédé. Le chef des garde-frontières, a réagi à cette situation en dénonçant une *"très forte implication des autorités biélorusses dans l'organisation du trafic transfrontalier de migrants"*. La frontière entre la Lettonie et la Biélorussie, longue d'un peu plus de 170 kilomètres, est l'une des portes d'entrée vers l'Union européenne. Entre août 2021 et novembre 2022, près de 7 500 personnes ont été empêchées de traverser la frontière entre la Biélorussie et la Lettonie. Plusieurs migrants interrogés *"témoignent avoir été l'objet de retours forcés répétés entre la Lettonie et la Biélorussie, parfois plusieurs fois par jour et sur plusieurs mois"*. *"Nous avons été repoussés 20 à 25 fois en deux mois. Pendant ce temps, les commandos nous battaient avec des décharges électriques. C'est quelque chose que vous ne pouvez pas imaginer"*. Amnesty International affirme qu'adultes et enfants sont détenus arbitrairement, dans des sites tenus secrets au cœur des forêts, puis renvoyés en Biélorussie. Ils les *"les ont violemment repoussés en Biélorussie, où ils n'ont aucune chance de demander protection. Ces actions n'ont rien à voir avec la protection des frontières et constituent des violations éhontées du droit international et européen"*.

POLOGNE

En Pologne, les **centres d'hébergement pour les réfugiés ukrainiens seront payants** à partir du mois de mars 2023. C'est une solution, selon le gouvernement polonais, pour faire des économies, alors que le pays fait face à de nombreuses difficultés économiques et accueille plus d'un million de réfugiés depuis le début de la guerre en Ukraine. Mais cette nouvelle loi n'est pas du goût des organisations d'aide aux réfugiés. Faire payer 40 zlotys par jour, c'est-à-dire près de 10 euros, pour un lit dans un gymnase, souvent séparé des autres d'un simple rideau, est immoral, selon de nombreuses associations d'aide aux réfugiés. Selon elles, *"il s'agit d'une aide humanitaire de base qui devrait rester gratuite"* et concerne encore près de 80 000 Ukrainiens en Pologne. Mais à partir du mois de mars, un réfugié qui sera resté plus de quatre mois dans un centre d'hébergement devra payer son loyer. C'est ce qu'a voté, mardi 13 décembre 2022, le Parlement polonais. Une solution censée accélérer le processus d'intégration des Ukrainiens : ils devront, par exemple, trouver un travail pour payer le loyer. Mais les associations craignent que **certains réfugiés ne puissent pas trouver un emploi**. Beaucoup souffrent de dépression, de stress post-traumatique, ou plus simplement parce qu'ils n'ont aucun moyen d'aller au travail, car **les centres sont souvent**

situés à des kilomètres des transports en commun. Et la loi ne prévoit rien pour ceux qui ne pourront pas payer le loyer. On craint alors que beaucoup se retrouvent à la rue.

EUROPE

ROYAUME-UNI

Le Premier ministre britannique a dévoilé, mardi 13 décembre 2022, un accord avec l'Albanie destiné à lutter contre l'immigration illégale. Le gouvernement va faire **expulser**, dans les mois qui viennent, **des "milliers" d'Albanais** arrivés illégalement sur le territoire ; l'envoi d'agents de la **police aux frontières britannique à l'aéroport de Tirana**, un durcissement des conditions pour qu'un demandeur d'asile soit considéré comme victime d'esclavage moderne, ainsi que des assurances de la part de l'Albanie pour que les victimes soient protégées. L'annonce de cet accord intervient après un épisode houleux entre Londres et Tirana lors duquel le Premier ministre albanais avait reproché au gouvernement britannique de décrire les migrants, en particulier albanais, comme des *"envahisseurs et des gangsters"* pour détourner l'attention de **"l'échec total de sa politique en matière de contrôle des frontières et de délinquance"**. Malgré les plans successifs en matière de lutte contre l'immigration illégale, le Royaume-Uni n'a jamais vu autant de migrants traverser la Manche à bord de petites embarcations : près de 45 000 depuis le début de l'année 2022, contre près de 30 000 en 2021. Près de 13 000 - viennent d'Albanie, un *"pays européen sûr et prospère"*, a souligné devant le Parlement le premier ministre albanais. La majorité de ces arrivants sont des hommes seuls, qui représentent 1% des hommes d'Albanie en âge de travailler. Le gouvernement britannique a également annoncé un traitement accéléré des demandes d'asile et promis un doublement du nombre des agents chargés d'examiner les demandes d'asile "d'ici à la fin de l'année 2023. Le gouvernement va par ailleurs recourir à d'anciens centres de vacances, résidences étudiantes ou locaux militaires pour **réduire de moitié la facture de l'hébergement** des demandeurs d'asile actuellement logés dans des hôtels. Plus de 10 000 places seront disponibles après que le centre de transit, Manston, surpeuplé a fait scandale. Il a en outre insisté sur le fait que le **gouvernement reprendrait le projet d'expulser vers le Rwanda** les demandeurs d'asile parvenus illégalement sur le sol britannique, pour l'instant au point mort après une intervention de la justice européenne. Enfin, un **quota annuel de demandeurs d'asile** sera déterminé par les députés et une loi empêchera ceux qui arrivent illégalement au Royaume-Uni d'y rester. Le gouvernement travaillera avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en vue d'identifier *"ceux qui sont le plus dans le besoin"*, pour que le pays *"reste un refuge sûr pour les plus vulnérables"*.

A la suite du sauvetage, par un bateau de pêche, des **39 personnes** qui étaient tombées à l'eau lorsque leur bateau **avait fait naufrage** au large de Douvres, **un homme de 19 ans a été inculpé** pour incitation à l'immigration illégale, a indiqué la police britannique dimanche. L'homme, sans domicile fixe, est accusé d'avoir encouragé une tentative d'entrée illégale en Grande-Bretagne. Il comparaitra devant un tribunal lundi 19 décembre 2022.

Lundi 19 décembre 2022, les deux juges de la **Haute Cour de Londres** ont déclaré que le plan de **relocalisation des demandeurs d'asile vers le Rwanda**, fer de lance de la politique actuellement menée par le ministère de l'Intérieur britannique, était bel et bien **conforme à la loi**. *"Le tribunal a conclu qu'il est légal pour le gouvernement de prendre des dispositions pour relocaliser les demandeurs d'asile au Rwanda et pour que leurs demandes d'asile soient examinées au Rwanda plutôt qu'au Royaume-Uni"*. *"Il s'agit d'une étape positive dans notre quête pour apporter des solutions innovantes et de long terme à la crise migratoire mondiale"* a réagi la porte-parole du gouvernement rwandais. Cependant, les juges de la Haute Cour ont tout de même ordonné aux autorités d'étudier la situation particulière de chaque demandeur d'asile avant de l'envoyer au Rwanda afin de vérifier qu'il n'y a pas de *"circonstances particulières"* qui feraient que *"sa demande d'asile doit être examinée au Royaume-Uni"*, ni *"d'autres raisons pour lesquelles il ne devrait pas être relocalisé au Rwanda"*. Cette **nuance dans la décision** des juges de la Haute Cour ouvre de

nouveaux leviers pour des recours juridiques. Les juges ont d'ores et déjà demandé aux parties prenantes de revenir le 16 janvier 2023, pour poursuivre certaines auditions et déterminer d'éventuelles *procédures d'appel*. *"Il est quasiment certain que les parties perdantes, à savoir les ONG et les associations caritatives, souhaiteront faire appel"*. Fortes de ce constat, les ONG comptent **aller le plus loin possible dans la bataille judiciaire**. Si des recours sont lancés, il faudra attendre plusieurs mois avant le jugement définitif de la Cour d'appel. Ensuite, si cette affaire se poursuit jusqu'au bout, elle passera devant la Cour Suprême. Auquel cas ce bras-de-fer judiciaire sera encore rallongé de plusieurs mois. Il est également possible que des ONG saisissent, une nouvelle fois, la Cour européenne des droits de l'Homme basée à Strasbourg.

D'ici là, la décision tombée ce lundi pourrait conforter d'autres pays européens d'avancer dans la même direction. Depuis plusieurs mois déjà, **le Danemark et le Rwanda** ont posé les premières pierres d'un futur accord sur **le transfert de demandeurs d'asile**. *"Si le gouvernement persiste dans cette politique néfaste, cela abîmera la réputation du Royaume-Uni comme pays respectant les droits de l'Homme"*, alerte Enver Solomon, directeur général de l'ONG Refugee Council. *"L'arrangement entre le Royaume-Uni et le Rwanda contrevient aux obligations internationales du Royaume-Uni"*, martèle aujourd'hui le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (HCR). *"C'est une décision nuisible que de déléguer ainsi ses responsabilités en matière d'asile"*.

Londres estime que l'accord avec Kigali va dissuader des dangereuses traversées de la Manche. Mais le Rwanda, n'est pas un pays sûr pour les migrants expulsés d'Angleterre. *"La détention arbitraire et illégale y demeure courante"*, avec des pratiques de *"torture"* régulièrement documentées. Ce plan Rwanda est *"mauvais dans son principe et irréalisable dans la pratique"*. *"C'est une politique extrêmement coûteuse"*, dont le gouvernement estime qu'elle est dissuasive, alors que cela *"ne fonctionne tout simplement pas. Cela force simplement les gens à faire des voyages de plus en plus dangereux"*. Le responsable du Refugee Council encourage plutôt à mettre en place *"un système d'asile ordonné, humain et équitable, et développer des itinéraires sûrs tels que les visas humanitaires."*

Environ **450 migrants**, transférés du centre d'enregistrement surpeuplé de Manston - depuis évacué - vers des **centres de détention, y sont restés au-delà des délais légaux**. *"Leur détention n'est plus légale car ils ne peuvent être détenus que le temps de la vérification de leur identité et ensuite seulement pour une durée maximale de cinq jours"*. *"La plupart sont là depuis plusieurs semaines, plus longtemps que certains cas à Manston. Il faut les déplacer dans des hôtels le plus vite possible."* Les services du Home Office ont indiqué qu'ils *"travaillaient sans relâche pour déplacer les gens dans des hôtels et d'autres hébergements aussi rapidement que possible"*. Prévu pour une capacité maximale de 1 600 personnes, il comptait à la date du 31 octobre 2022 près de 4 000 occupants, dont de nombreuses familles et jeunes enfants. La responsable de l'opposition travailliste a déploré l'attitude des autorités. Ces messages, *"prouvent que [les membres du] Home Office savaient qu'ils étaient en train d'enfreindre la loi et révèlent à quel point leur gestion chaotique a mené à cette situation."* *" le Home Office a perdu le contrôle du système et a engendré des frais de justice potentiellement considérables pour les contribuables"*.

Les traversées de migrants continuent dans la Manche avec des bateaux de fortune de plus en plus grands. Au moins **90 personnes ont rejoint l'Angleterre, dimanche 25 décembre 2022**, à bord de deux canots, a affirmé le ministère de la Défense britannique. Ils ont été transférés dans le centre pour migrants de Western Jet Foil à Douvres, dans le Kent.

toujours plus d'exilés tentent la traversée. Près **de 45 000 migrants sont arrivés au Royaume-Uni** après avoir traversé la Manche **en 2022**, un record.

SUISSE

Le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) s'efforce de réinstaller dans des pays tiers

certaines des réfugiés les plus vulnérables vivant dans des conditions précaires dans leurs communautés d'accueil. Pour 2022, le HCR avait estimé que près de 1,5 million de réfugiés avaient besoin d'être réinstallés, même si seule une fraction de ces places était disponible. La Suisse, qui compte 8,7 millions d'habitants, s'est engagée à **réinstaller 1.820 réfugiés vulnérables** en 2022 et 2023. Environ 100.000 demandeurs d'asile et réfugiés, dont plus de 70.000 fuyant la guerre qui fait rage en Ukraine, sont arrivés en Suisse depuis le début de l'année. *"Par conséquent, le groupe de travail en charge a recommandé la suspension temporaire des admissions dans le cadre du programme de réinstallation 2022/2023"*, selon le porte-parole du Secrétariat d'Etat aux migrations. À la mi-décembre 2022, 641 personnes avaient déjà été réinstallées dans le cadre du programme, et il a indiqué que les quelque 400 réfugiés, qui ont déjà eu le feu vert administratif seront accueillis jusqu'en mars prochain. *"Cette décision sera réévaluée au cours du premier semestre 2023"*

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/haute-savoie/annecy/la-suisse-suspend-un-programme-d-accueil-des-refugies-vulnerables-2678484.html>

MONDE – NATIONS UNIES

Ils sont **280 millions** dans le monde à être considérés comme **des migrants**. Si ces personnes habitaient dans un pays, il serait le quatrième le plus peuplé de la planète. Les chiffres mis en lumière par le centre de réflexion du Boston Consulting Group, qui publie aujourd'hui un rapport en collaboration avec les Nations unies, vont à l'encontre de certains stéréotypes. À commencer par la force économique que représentent ces migrants. Chaque année, **leur travail génère environ 9 000 milliards de dollars**. Et encore, tous les impacts économiques de ces populations ne sont pas pris en compte dans des domaines tels que la consommation, l'entrepreneuriat ou encore l'innovation. Le rôle des migrants devrait d'ailleurs croître à l'avenir, indique l'institut. L'économie mondiale, qui souffre d'une **grave pénurie de main d'œuvre**, aurait **au moins trente millions d'emplois à pourvoir** dans l'industrie manufacturière, dans les technologies de l'information, dans la communication ou encore dans le secteur de la santé. Les **migrants constituent clairement un atout** pour 72% de chefs d'entreprises, notamment en termes d'innovation. Mais seulement 40% de la population générale partage ce point de vue.

« Il ne s'agit pas d'une crise migratoire, mais d'une crise de solidarité »

Les programmes de **migration temporaire** de main-d'œuvre imposent des restrictions à toute une série de droits de l'homme. La région Asie-Pacifique est le principal point d'origine des migrants internationaux, un tiers d'entre eux provenant de la région. Il met en lumière des situations dans lesquelles les travailleurs migrants sont contraints de *« vivre dans des logements surpeuplés et insalubres, sans pouvoir se payer une alimentation nutritive »*. Ces migrants ne bénéficient pas de soins de santé adéquats, et sont confrontés à une séparation prolongée et, dans certains cas, obligatoire de leur famille. Des migrants sont censés travailler le samedi et le dimanche, ce qui les empêche d'assister aux services religieux. Les couloirs de migration temporaire de main-d'œuvre dans la région Asie-Pacifique peuvent être regroupés au niveau sous-régional, notamment de l'Asie du Sud vers l'Asie du Sud-Est, en particulier les pays de destination de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Malaisie, Singapour et Thaïlande). L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont aussi les destinations d'états insulaires du Pacifique Sud. Il existe également des migrations importantes des États d'Asie-Pacifique vers les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), en particulier de l'Inde, du Bangladesh, du Pakistan, du Népal et du Sri Lanka en Asie du Sud, mais aussi en provenance des Philippines.

<https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130652>

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a déclaré (à l'issue de sa

visite du 12 au 16 décembre 2022 : Avec un cinquième des 100 millions de personnes déplacées de force dans le monde accueillies dans les Amériques, une action urgente est nécessaire pour répondre et résoudre leur détresse. « Parmi les personnes déracinées, on compte des millions de réfugiés et de migrants du **Venezuela**, et d'autres qui sont déplacés **en Colombie** et en **Amérique centrale** ». « Je suis convaincu que le meilleur moyen d'empêcher de nouveaux déplacements, de contribuer aux économies locales et de limiter le recours à de périlleux voyages vers l'étranger; c'est le développement, notamment en facilitant l'intégration et l'inclusion des réfugiés et autres personnes déplacées de force ». « Aider les personnes qui ont été forcées de fuir à trouver la stabilité, la sécurité et les moyens de reconstruire leur vie est essentiel pour faire face à ces mouvements ». Au **Honduras**, il a rencontré des organisations de la société civile qui contribuent à prévenir les déplacements forcés dans leurs communautés, ainsi que des familles de divers pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont entrepris des voyages désespérés à la recherche de sécurité et de protection. En **Colombie**, il a appris comment, malgré le processus de paix, des personnes sont encore déplacées par la violence et a entendu parler de l'importance d'inclure les perspectives des communautés touchées dans le processus de paix. En **Equateur**, il a été témoin de diverses initiatives visant à relever les défis de l'intégration de milliers de réfugiés et de migrants, notamment un processus de régularisation pour les réfugiés et les migrants du Venezuela, et des activités avec le secteur privé au profit des réfugiés de **Colombie**, du **Venezuela** et d'autres nationalités. Pour le HCR, ces initiatives illustrent les « efforts importants » déployés par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour prévenir les déplacements et offrir une protection et des solutions à des millions de personnes de diverses nationalités qui ont été déracinées par les conflits, la violence et les violations des droits de l'homme. « L'engagement et la générosité déployés sont extraordinaires, mais les communautés locales et les pays d'accueil ont également besoin de soutien », a conclu M. Grandi, relevant que le moment est venu de reproduire, d'intensifier et de relier toutes ces actions pour avoir un impact maximal.

<https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130752>

ASIE

ARABIE SAOUDITE

Selon Amnesty International, **30 000 migrants éthiopiens seraient actuellement retenus dans des centres de détention** en Arabie saoudite dans des conditions « *inhumaines* ». D'anciens détenus cités par l'ONG affirment avoir été « *battus et torturés* » dans ces centres, parfois à l'aide de « *câbles* » et de « *bâtons métalliques* ». L'un des témoins rapporte avoir dû partager avec 200 détenus une cellule contenant 64 lits seulement, les obligeant à dormir par terre à tour de rôle. D'autres témoins cités par l'ONG racontent avoir été privés d'eau, d'alimentation, et de soins médicaux : plusieurs cas de décès ont été rapportés, une conséquence de passages à tabac ou de refus d'accès aux soins. Car malgré le conflit qui ravage l'Ethiopie, l'Arabie saoudite poursuit une vaste campagne de rapatriement de ces réfugiés dans leur pays. Même si certains de ces migrants « *acceptent* » d'être rapatriés, pour Amnesty International, il s'agit bien de « *retours forcés* », car guidés par la nécessité d'échapper aux conditions de détention qui leur sont imposées.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221218-arabie-saoudite-un-rapport-d%C3%A9nonces-des-conditions-de-d%C3%A9tention-brutales-d-%C3%A9thiopiens>

AFRIQUE

ALGERIE

La crise des visas entre la France et l'Algérie est terminée. Paris a annoncé, dimanche 18 décembre 2022, lever la restriction sur la délivrance des visas pour les Algériens, décision prise en septembre 2021 pour protester contre le refus d'Alger de réadmettre les Algériens expulsés de France en situation irrégulière.

COTE D'IVOIRE

Retour au pays - A Abidjan, les candidats au départ sont nombreux. Depuis une petite dizaine d'années, le nombre d'Ivoiriens qui s'engagent sur la route de l'exil pour l'Europe est en augmentation. De 3 800 personnes en 2000, ils étaient près de 13 500 en 2019, d'après l'OCDE. Parmi ceux qui choisissent de tout quitter pour une vie meilleure ailleurs, ils sont nombreux, **contraints ou non, à faire demi-tour. Pour beaucoup, ce retour est douloureux.** L'un avoue avoir eu *"des moments de profond désespoir"* lorsqu'il est rentré en Côte d'Ivoire. *"J'avais des regrets plein la tête. Je n'arrêtais pas de me demander pourquoi est-ce que j'étais parti, comme ça. Et puis, surtout, je devais tout reprendre à zéro."* Ayant connu ce désarroi et cette solitude commune à beaucoup de migrants de retour, il a voulu agir. Dans un premier temps, en participant à l'initiative "Migrants comme messagers" pilotée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Puis en créant, en août 2021, l'Association pour la réinsertion des migrants de retour en Côte d'Ivoire (Arm-ci). *"L'objectif, c'est d'aider les anciens exilés à réintégrer le tissu social. D'abord en leur permettant de gagner leur indépendance financière, car beaucoup de migrants de retour doivent rembourser des personnes qui leur ont prêté de l'argent pour leur voyage. Ruinés, ils se terrent alors chez des amis et vivent comme des fugitifs"*. Pour les aider à retrouver du travail, Arm-Ci – en collaboration parfois avec l'Agence Emploi Jeunes d'Abidjan - accompagne ces personnes dans la construction d'un projet professionnel. *"On fait un petit bilan de leurs compétences et on les guide ensuite vers les structures compétentes ou les organisations qui peuvent financer leur projet. Si un jeune a des capacités en mécanique par exemple, avec nos réseaux, on peut le diriger vers un garage qui va l'employer"*. Tout aussi important que l'aide à l'indépendance financière, l'association apporte un soutien psychologique. *"Le sentiment d'échec se mêle presque à chaque fois à un mal-être causé par les atrocités qu'ont vécues les migrants, en Libye ou ailleurs. Beaucoup de femmes ont subi des grossesses non désirées par exemple. Nous, chez Arm-ci, on les entoure, on est une grande famille où chacun a plus ou moins les mêmes histoires. Cela crée un climat de confiance qui les rassure et les aide à se reconstruire"*. *"Quand cela ne suffit pas, on les dirige vers les permanences psychologiques de l'OIM"*. Depuis son local du quartier Angré, à Abidjan, la petite équipe de l'association fondée en 2017 reçoit les migrants de retour, mais se polarise surtout sur des projets de sensibilisation à la migration. *"On ne juge pas les jeunes qui nous disent vouloir partir, mais on les alerte sur les dangers auxquels ils peuvent être confrontés sur la route. Ici en Côte d'Ivoire, il y a une véritable banalisation des risques. Il faut la déconstruire. On leur dit par exemple qu'aller au Maroc ou en Tunisie avec un visa tourisme, même si c'est rapide et facile, ça ne leur assurera pas d'y rester. On sait que beaucoup d'Ivoiriens optent pour cette méthode, et ils se retrouvent ensuite dans la clandestinité, vulnérables à toutes sortes d'exploitation et de violences"*. Coincés, *"leur seule porte de sortie, c'est la Méditerranée"*. Pour *"dire la vérité"* aux candidats à l'exil, sont organisées régulièrement des caravanes de sensibilisation à la migration dans les écoles et les clubs de foot du pays, et dans les localités familières aux départs, comme les quartiers d'Abobo et de Yopougon à Abidjan, et dans les villes de Port-Boué et de Daloua. Des bénévoles de l'associations se déplacent aussi auprès des leaders communautaires et des tontines [groupe d'amis ou de proches un groupe d'amis qui se réunissent régulièrement pour mettre leur épargne en commun nldr] *"dont la parole est très écoutée chez les jeunes"*. *"On leur explique les démarches de migration légale, ou on les guide vers des opportunités qui existent sur place et auxquelles ils n'avaient même pas pensé. Chez certains, partir est tellement courant, la*

*pression familiale est telle, qu'ils n'ont rien envisagé d'autre". "Partir c'était la suite logique", confirme une jeune femme, qui a choisi de s'exiler après avoir perdu son premier emploi en Côte d'Ivoire. "Le retour, ça l'était beaucoup moins. Mais mon père était tellement content de me voir, que cela a un peu atténué mon amertume". La plupart des exilés n'ont pas cette chance. "Une fois rentrés, **par honte, beaucoup se cachent et ne préviennent pas leurs parents**. Le regard de la famille et de l'entourage sur eux est très dur. Dans certaines zones du pays, ces migrants de retour, on les appelle 'les maudits'".*

TCHAD

Le Tchad est traversé par les migrants qui tentent de rejoindre la Libye, plus au nord, pour atteindre la Méditerranée. Une grande partie du pays est constituée par le **Sahara**, un désert hostile et faiblement peuplé. Les **corps de 27 migrants**, dont quatre enfants, ont été découverts dans le désert tchadien, a déploré mardi 13 décembre l'OIM. Les exilés auraient quitté Moussoro, une ville du centre du Tchad, il y a 17 mois à bord d'un pick-up. Il est fréquent que des véhicules transportant des migrants tombent en panne dans le désert, ou que les passeurs se perdent ou abandonnent leurs passagers par crainte des barrages ou des patrouilles militaires. Certains migrants meurent de déshydratation. *"On pense que la camionnette s'est perdue dans le vaste désert, qu'elle est tombée en panne en raison de problèmes mécaniques et que les migrants sont morts de soif par la suite"*, a déclaré l'OIM. *"Nous avons besoin d'une action collective plus forte pour prévenir d'autres décès"* L'OIM a documenté les décès et les disparitions de plus de 5 600 personnes transitant par le Sahara depuis 2014. Quelque 149 décès ont été enregistrés jusqu'à présent pour l'année 2022.

TUNISIE

Mais alors que l'Union européenne ne cesse de donner davantage de moyens à la Tunisie pour surveiller ses côtes et tenter d'éviter ces drames, de plus en plus de preuves attestent que **les garde-côtes tunisiens** sont directement impliqués dans **des manœuvres dangereuses** ayant coûté la vie à de nombreuses personnes migrantes. Aux côtés d'autres organisations de la société civile tunisienne, le réseau Alarm Phone, ligne téléphonique d'urgence pour les personnes en détresse en mer, a collecté de nombreux témoignages, photos et vidéos publiées sur les réseaux sociaux mettant en évidence des comportements violents des autorités tunisiennes lors de leurs opérations d'interception en mer. Coups de bâtons, coups de feu tirés en l'air ou en direction du moteur, attaques au couteau, manœuvres périlleuses en vue de faire couler les bateaux, demande d'argent en échange du sauvetage... les pratiques des garde-côtes tunisiens telles que rapportées par les personnes migrantes ayant eu affaire à eux sont plus qu'alarmantes. Ces pratiques tuent, comme cela a été le cas le mois dernier, lorsqu'un bateau de migrant a, selon les survivants, été violemment percuté par la Garde nationale tunisienne. Suite à cette attaque au large de la ville tunisienne Chebba, rapportée par divers médias, trois enfants sont morts noyés. **Entre 2011 et 2022, 47 millions d'euros ont été alloués à la Tunisie par l'Etat italien pour le contrôle de ses frontières** et des « flux » migratoires. La majeure partie de cette enveloppe a été consacrée à la fourniture de bateaux patrouilleurs aux garde-côtes tunisiens et à leur réparation. Ces dispositifs s'ajoutent à un accord de réadmission qui permet à l'Italie d'expulser des ressortissants tunisiens au rythme de jusqu'à quatre charters par semaine. L'Europe s'est donnée pour objectif de verrouiller les côtes tunisiennes. **Entre 2018 et 2023, 30 millions d'euros** du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique ont ainsi été **alloués à la Tunisie** pour mettre en œuvre un système de « surveillance intégrée » des frontières maritimes. Principale bénéficiaire de ce projet, la Garde nationale maritime tunisienne, malgré ses pratiques violentes, est ainsi directement formée, équipée et financée par l'Union européenne. Ce soutien italien et européen a ainsi permis à la Tunisie de considérablement augmenter les interceptions au large de ses côtes. Selon les données du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), **30 604 personnes ont été interceptées en mer** entre janvier et octobre 2022, soit une augmentation de 38 % par rapport à la même période en 2021 **et six fois plus qu'en 2018**. En même temps, ce sont les attaques de garde-côtes et les naufrages qui ne cessent d'augmenter : tel est le prix que les pays européens semblent être prêts à payer pour tenir à distance

celles et ceux qu'elle juge indésirables.

http://migreurop.org/article3144.html?lang_article=fr

Les opérations de **sauvetage**, qui ont commencé lundi soir 18 décembre 2022, sont venues en aide à **215 ressortissants tunisiens, et 977 personnes de nationalités diverses**. Tous ont été secourus en pleine mer au nord-est de la Tunisie. *"La Direction générale de la Garde nationale attache un intérêt particulier à la lutte contre le fléau de l'immigration irrégulière et recommande de s'attaquer [...] aux passeurs qui constituent un réel danger"*. Dans la nuit du 21 au 22 décembre 2022, 109 personnes réparties dans trois embarcations ont débarqué sur les côtes de Lampedusa. Un de ces bateaux, **parti de Sfax**, a fait naufrage peu avant l'arrivée des secours, mais tous les passagers – originaires du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali et de la Sierra Leone - sont **en bonne santé**. Ils ont été transférés dans le hotspot de l'île, qui compte actuellement 1 304 occupants pour une capacité de 400 personnes.

Le gouvernement a décidé, lors d'un Conseil ministériel vendredi 23 décembre 2022, **l'expulsion "dans les plus brefs délais" de ces personnes qui vivent "illégalement" en Tunisie depuis 2011**. 25 jeunes hommes, âgés de 30 à 32 ans, originaires d'Égypte, du Soudan, du Niger et du Nigeria, se sont retrouvés en Tunisie après avoir fui les tensions en Libye en 2011. Ils résident depuis 2017 dans occupe depuis plus de cinq ans une Maison de jeunesse à La Marsa, dans la banlieue nord de Tunis, après avoir été évacués du camp de réfugiés de Choucha, dans le sud de la Tunisie. Pour un responsable du FTDES, *"le retour de ces migrants dans leur pays menace leur vie"*. Il *"met en garde contre toute tentative d'imposer une solution par la force sur une catégorie vulnérable qui souffre depuis plus de 10 ans"*. Il a appelé la société civile à se mobiliser contre *"les politiques discriminatoires à l'égard des migrants"* clandestins, affirmant que ces derniers sont également *"délaissés par les organisations onusiennes et l'Union européenne"*.

Le procureur régional de **Sfax** a annoncé, lundi 26 décembre 2022, que **quatre corps** avaient été retrouvés la veille sur **l'archipel de Kerkennah**. Toutes les victimes sont d'origine subsaharienne et il s'agit de trois hommes et d'une femme enceinte. Des investigations ont été lancées pour tenter de comprendre ce que sont devenus les autres passagers de l'embarcation.

AMERIQUE

CUBA

Le président cubain a reconnu mercredi 14 décembre 2022 des *« avancées très discrètes »* en matière de coopération avec les États-Unis, en particulier dans le domaine migratoire, malgré la persistance de l'embargo américain contre l'île. L'ambassade américaine à La Havane doit reprendre normalement en janvier la délivrance de visas après presque cinq ans d'interruption. Le service a été relancé en mai, mais de manière limitée. En 2022, les États-Unis ont également délivré 20 000 visas à des cubains, selon des accords passés entre les deux pays en 1994, mais restés lettre morte ces dernières années sous la présidence de Donald Trump. Le président cubain a souligné mercredi l'aide technique fournie par les États-Unis en août lors du vaste incendie ayant ravagé un dépôt de combustible à Matanza (centre) et les deux millions de dollars d'aide offerts par Washington après le passage de l'ouragan Ian qui avait dévasté une partie de l'île en septembre 2022. *« Cette aide a été offerte sans conditions »*. Il espère que 2023 soit *« une meilleure année »*. *« Mais pour y parvenir, il faut plus qu'un plan global, il faut secouer l'inertie, bannir la bureaucratie, éliminer les obstacles et surmonter la complaisance »*.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20221215-cuba-des-avance%C3%A9es-tr%C3%A8s-discr%C3%A8tes-avec-les-%C3%A9tats-unis-selon-le-pr%C3%A9sident-diaz-canel>

MEXIQUE-USA

Plusieurs milliers de migrants se concentrent côté mexicain, à la frontière avec les États-

Unis, attirés par la décision de Washington **d'annuler les expulsions immédiates** pour des raisons sanitaires liées au covid 19, instaurées en mars 2020 par Donald Trump. Mais la décision a été **suspendue par la Cour suprême américaine**, ce qui pourrait prolonger la fermeture officielle de la frontière. Derrière des rouleaux de fil barbelé, les militaires attendent les migrants côté américain. Depuis quelques jours, plusieurs villes frontalières ont décrété l'état d'urgence et elles se préparent à des arrivées massives alors que des dizaines de milliers de migrants se concentraient côté mexicain, dans l'attente de mercredi 21 décembre 2022, pour pouvoir traverser. En effet, cette date devait marquer la fin des expulsions expéditives de la part des autorités américaines, celles qui sont en vigueur depuis presque trois ans. Au total, **deux millions et demi de migrants ont été expulsés** dès leur entrée aux États-Unis, sans avoir la possibilité de demander l'asile. Mais la Cour suprême américaine a pulvérisé les espoirs de ces migrants mexicains, vénézuéliens et centraméricains, en prolongeant l'autorisation des expulsions expéditives. Celles-ci ne seront pas suspendues aujourd'hui et ceux qui **sont massés à la frontière sont condamnés à l'incertitude**. Ils campent dans les rues des villes mexicaines, alors **que les refuges pour migrants sont saturés**. Ils sont de plus en plus nombreux à envisager une traversée illégale, prêts à courir des risques de plus en plus grands pour atteindre les États-Unis. En 2022, plus de 850 migrants sont morts en essayant de franchir la frontière. Des villes frontalières côté américain ont déclaré l'état d'urgence face au nombre croissant de traversées illégales et les **militaires sont déployés** en certains points stratégiques **pour empêcher les migrants de passer**. Cette année, les autorités US ont **intercepté** sur la frontière plus de **2,8 millions de migrants**, en majorité mexicains, centraméricains et vénézuéliens, un chiffre écrasant par rapport aux années précédentes.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20221221-l-incertitude-de-milliers-de-migrants-coinc%C3%A9s-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-entre-le-mexique-et-les-%C3%A9tats-unis>

USA

Aux États-Unis, **12 millions de sans-papiers** habitent et travaillent dans le pays sans aucun droit.

La Cour suprême a **maintenu** lundi 19 décembre 2022 le dispositif sanitaire (pris par l'ex-président Donald Trump en 2020)dit Title 42, pour pouvoir **expulser sans délai les candidats à l'immigration interpellés aux frontières terrestres**. Cette mesure était immédiate, ne permettait pas de recours légal et ne prévoyait pas de retour automatique dans le pays d'origine. Il devait prendre fin le 23 mai 2022, mais un juge de Louisiane avait bloqué sa levée. Le 15 novembre 2022, un juge fédéral de Washington a au contraire exigé du président Joe Biden qu'il mette fin aux expulsions prévues par ce dispositif, et la levée du « **Title 42** » était prévue lundi avant minuit. Mais une vingtaine d'États conservateurs américains ont déposé lundi 19 décembre 2022 un recours d'urgence devant la Cour suprême pour lui demander de bloquer la décision du juge fédéral. La plus haute juridiction américaine leur a donné satisfaction en attendant une décision sur le dossier. Selon les militants des droits humains et les experts, le « **Title 42** » est une violation des lois internationales. Ils estiment notamment « **inhumain** » d'empêcher un demandeur d'asile potentiel de formuler sa requête en ce sens. eux, le dispositif actuel ne fait qu'encourager les migrants à franchir clandestinement la frontière et à prendre des risques toujours croissants pour y parvenir. Au total, 557 morts ont été recensés à la frontière avec le Mexique en 2021, l'année de loin la plus meurtrière depuis le début des statistiques, en 1998.

Le républicain Greg Abbott continue d'envoyer des bus remplis de migrants vers la Côte Est. Une manœuvre qui fait polémique et qui a été critiquée jusqu'au sommet de l'État. À New York, le maire a déclaré l'état d'urgence et les associations locales s'organisent du mieux qu'elles peuvent. Plus de **25 000 migrants expédiés en bus, depuis la frontière sud des États-Unis**, par le gouverneur républicain du Texas. Ils arrivent souvent épuisés, affamés et perdus. « *Ils leur disent juste qu'il faut partir. Ils sont mis dans un bus, leurs enfants sont dans un autre, ils s'inquiètent... Ils sont vraiment traités comme du bétail* ». « *On voit tout de suite qu'ils sont en détresse. Donc ce qu'on essaie de faire, c'est de vérifier s'ils vont bien et on leur offre un soutien émotionnel. Ils se sentent dépassés. Ils sont très reconnaissants d'être là, mais certains n'ont pas choisi de venir à*

New York. Et il y a beaucoup de choses qui font surface. Beaucoup d'entre eux sont sur la route depuis 35 mois et c'est la première fois qu'ils sont pris en charge. Certains ont des traumatismes, ils ont été exposés à des violences sexuelles, physiques, ils ont fait face aux difficultés météorologiques, ça fait beaucoup ! » déplore un bénévole d'une association de défense de migrants. Elle se dit choquée par les décisions du gouverneur texan : « C'est vraiment dégoûtant de voir que des êtres humains sont utilisés comme des pions dans un jeu politique. C'est scandaleux, ça me dépasse. » Ces associations jugent également insuffisantes les solutions du maire pour loger les migrants. New York qui fait déjà face à une crise de logement se retrouve dépassée par ces arrivées massives. En tout, la prise en charge de ces migrants devrait coûter plus de 600 millions de dollars à la ville cette année.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-international/20221220-new-york-continue-%C3%A0-faire-face-%C3%A0-un-afflux-de-migrants-venus-du-texas>

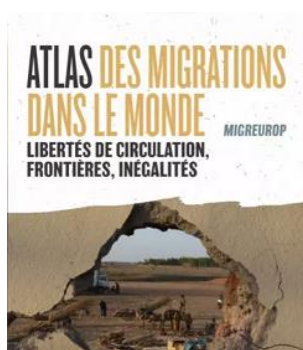
A VOIR – A LIRE - TEMOIGNAGE

« **Migrer, se séparer, se retrouver** », 2012, 52 mn, Réalisation : Elodie PANACCIONE ;



Jeanne-Marie NGO BAYIHA, qui a été proposé, au Rade'N Rol, à Locmiquélic (Morbihan), raconte la séparation lors d'un exil à travers le parcours de différentes familles. Une des réalisatrices, Jeanne-Marie Ngo Bayiha l'a vécu laissant derrière elle, au Cameroun, son fils de 4 ans qu'elle ne retrouvera que 15 ans plus tard. Elle est aujourd'hui secrétaire d'accueil dans un centre d'hébergement en région parisienne et son fils est venu la rejoindre quand il avait 19 ans. Une séparation qu'elle n'imaginait pas si longue, comme nombre de migrants espérant faire venir leur enfant ou rentrer chez eux rapidement. Le film aborde toute la question des enjeux psychoaffectifs, de personnes étant dans l'attente de l'arrivée de leur enfant

ou du point de vue des enfants restés en Afrique, voire de celui des enfants parfois nés par la suite en France... Il est également question des retrouvailles après tant de temps et du bouleversement des repères sociaux et culturels engendrés pour l'enfant migrant pour se construire dans sa nouvelle vie. <https://infocale.actu.fr/professionnels/organisme-raden-rol-cafe-galerie-519459/evenement-locmiquelic-cinema-migrer-se-separer-se-retrouver-7755448>



L'« **Atlas des migrations dans le monde** », 168 p, édité par l'association Migreurop, vient de paraître chez Armand Colin. Cette édition 2023 se penche sur la liberté de circulation et les frontières. Cet ouvrage propose une prise de recul nécessaire en apportant à des éléments à la fois théoriques et tirés de l'expérience vécue des migrants : mise en perspective des dynamiques historiques de la liberté de circulation, présentation des grands espaces de circulation existants, les migrations humaines au regard des migrations de capitaux et marchandises, les formes de circulation mises en œuvre par les migrants eux-mêmes, les imaginaires contradictoires sur le fait migratoire. Chaque partie est

constituée d'une dizaine de planches faisant dialoguer des textes d'experts avec une iconographie riche et créative (cartes, dessins, photographies), et alternant des thématiques "classiques" aux sujets les plus actuels (pandémie, circulation des données, migrations des femmes, écologie...). Dans un paysage politique et médiatique qui place au centre de l'attention les entraves aux mouvements, cet atlas vient ainsi contribuer aux débats sur le futur des politiques migratoires, et ouvrir le champ des possibles.



« **Les engagés** » film d'Émilie Frèche (2022). 6 partenaires associatifs reconnus (France terre d'asile, La Cimade, Oxfam France, Amnesty International France, Watizat et Ecole pour Tous) se sont réunis autour du film « Les Engagés » pour appeler à **une amélioration digne et concrète des conditions d'accueil des mineurs isolés étrangers en France.**

En mai 2018, j'ai découvert dans la presse qu'une jeune nigériane de 20 ans, Blessing Matthieu, avait été retrouvée morte dans la Durance pour tenter d'échapper à un contrôle de police. Parallèlement, des **citoyens et citoyennes qui avaient porté secours à des exilés** dans ces montagnes étaient accusés d'aide à l'entrée illégale sur le territoire, et placés **en détention provisoire** à la prison des Baumettes, à Marseille. C'est de ce drame, et de cette injustice que sont nés Les Engagés

Sur la route de Briançon, la voiture de David percute un jeune exilé poursuivi par la police. Suivant son instinct, David le cache dans son coffre et le ramène chez sa compagne Gabrielle qui vit avec ses deux enfants. Bouleversé par le destin de cet adolescent, David s'engage à l'aider coûte que coûte. Alors que rien ne semblait destiner David à s'engager pour la cause des migrant.es, touché par l'histoire de cet exilé, il se met dès lors à prendre tous les risques pour lui apporter son soutien ainsi qu'à d'autres migrants. Ce film illustre bien l'engagement de milliers de Françaises et de Français qui s'impliquent pour cette cause, même s'il est assez tragique et ne laisse finalement pas beaucoup de place aux petits moments de joie qui parsèment le difficile accompagnement des migrants.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/media/files/20221221-veridik-les-engage-es-lyonnais-es-re-agissent-au-film-d-emilie-fre-che-et-s-experiment-sur-leur-engagement-copie.pdf>

<https://www.lesengages-lefilm.com/>



« **18 mois** » avec des migrants mineurs et isolés film 2022 52mn. Auteurs & réalisateurs : Roxane Perrot et Kangsu Kim

Le squat Saint-Just s'est installé dans une bastide du XVIIIe siècle de 3 000 m2 qui avait servi de maison de retraite à des religieuses. Vide en 2018, il appartenait toujours au diocèse. Durant un an et demi, jusqu'en juin

2020 lorsqu'un feu se déclare dans le bâtiment imposant l'évacuation de tout le monde, c'est un **véritable espace de solidarité et d'humanité qui s'est inventé au cœur de Marseille.** Des **bénévoles accueillent les migrants** dans ce lieu, recueillent les dons des voisins, organisent les repas, veillent sur la santé des uns et des autres, aident aux démarches administratives, assurent des cours. l'hospitalité à 800 mineurs isolés et 200 familles en demande d'asile. À organiser aussi la scolarisation des plus jeunes. Toutes choses auxquelles ces migrants ont droit alors que « *le département des Bouches-du-Rhône ne respecte pas ses obligations légales de recueil provisoire d'urgence et porte ainsi atteinte aux droits fondamentaux des mineurs non accompagnés* », constate en mars 2021 la Défenseure des droits Claire Hédon. Cette « *défaillance* » du département, analyse pour sa part la chambre régionale des comptes, conduit à un « *report de compétences [vers] des initiatives citoyennes bénévoles palliatives* »

<https://www.mediapart.fr/studio/documentaires/culture-et-idees/18-mois-avec-des-migrants-mineurs-et-isoles>